

Grève des électeurs !

À propos du « duel » Chirac – Le Pen

AMIS DU MONDE LIBERTAIRE, de Radio libertaire, militants anarchistes ou sympathisants, vous le connaissez bien ce slogan : « agir au lieu d'élire ». Comme toutes les formules choc, il est simpliste, réducteur, entraînant... Comme tous les mots d'ordre cinglants il n'est pas fait pour le temps long de la réflexion.

Aujourd'hui que la mascarade électorale est provisoirement terminée, avec les résultats que l'on sait, ne pourrions-nous pas, en l'espace de deux petites semaines, pour nous et ceux qui veulent nous entendre nous mettre à réfléchir ?

Des cris et des larmes...

Du fait que la « bombe » électorale, allumée par les seigneurs de la politique, les candidats et leurs valets, les journalistes et leurs experts, a explosé entre leurs mains... Allons nous jouer les « humanitaires » ?

Le sinistre jeu de « l'insécurité », de la guerre contre les démons, les pauvres, les exclus, organisé ou soutenu par la majorité des joueurs politiques, le « Bigdil » électoral a fait monter sur l'estrade les deux champions qui ont, tous deux, les qualités requises (même si l'un ne cache pas son drapeau de la haine) pour diriger

d'une main de fer réactionnaire la multitude moutonnaire.

Dans cette grossière farce tragico-comique, peu importe celui qui éliminera l'autre. L'exclusion, la violence, le « libéralo-destructivisme », le mépris de la dignité des individus, l'appétit du pouvoir personnel et des richesses matérielles, etc., sont leur commun apanage.

Ni dieu ni maître !

Doit-on conforter un régime présidentiel au surplus issu d'un coup d'État et donc illégitime, même au regard de principes « républicains » (qui ne sont pas les nôtres) ? Doit-on admettre et, d'une certaine façon en rentrant dans le jeu, renforcer cette Constitution de type bonapartiste, dans laquelle un double exécutif a été mis en place pour réduire le pouvoir législatif, celui des « représentants » du peuple ? Doit-on admettre et étayer même indirectement, la sacralisation d'une constitution que nous combattons ? En leur temps, Condorcet ou Blanqui s'opposaient à une telle religion de l'absolu.

Si nous sommes opposés au mécanisme de la délégation de pouvoir dans les conditions mises en place dans la « démocratie parlementaire et prési-

dentielle formelle » actuelle, allons-nous nous prêter à un jeu qui consisterait à oublier nos propres conceptions et notre propre morale ? Notre anti-électorisme a un fondement plus profond que la simple opposition au cynisme et à la démagogie de la classe politique. Il se fonde aussi sur notre rejet de tous les mécanismes structurels élaborés par l'État pour réduire ou confisquer l'autonomie et la liberté d'action des individus et des groupes.

Il repose enfin sur le fait que le principe même de la « délégation », lorsqu'il s'agit de choisir un chef d'État, un député, ou de se plier à un exercice de « question-réponse » de type référendo-plébiscitaire est une imposture. Plus qu'une imposture, une telle délégation est un phénomène religieux. L'organisation, la solennité, le décorum de la « messe » électorale en est une illustration.

Dans un texte de 1987, (*Choses dites* aux éditions de Minuit), Bourdieu souligne que la « délégation » « n'est le plus souvent qu'une forme de fétichisme politique... ». Lorsqu'elle est générale, sans contrôle, de longue amplitude et durée, lorsqu'elle concerne un vaste regroupement de

suite page 3



Dossier anti-électoraliste

La noix d'honneur

ATRIBUÉE au *Canard enchaîné* qui, dans sa livraison du 24 avril, appelle en la personne de son rédac'teur, Érik Emptaz, à voter Chirac :

« Nous lui donnerons notre bulletin sans barguigner. »

Jadis un rédacteur en fut chassé pour avoir seulement « mérité » la Légion d'honneur.

Autres temps, autres mœurs.



Jeudi 2 mai

Paris 20^e

Dans le cadre du FRAP (festival des résistances alternatives sur Paris) débat autour de l'image avec une projection à 18 heures de 1984 de Georges Orwell ou reportages « mouvement anti-mondialisation », film document Indymédia sur Seattle, suivi de « le monde entier regarde » sur le même événement et « don't clean the blood » à propos de Gènes. Puis à 20 heures débat qui s'accompagnera de quelques documentaires « action météo, souriez, vous n'êtes plus filmés », « Faites de la lumière », « Action loft story, poubelle volante non identifié ». Zone d'autonomie visuelle au local de la CNT, 33 rue des Vignoles M^oAvron.

Vendredi 3 mai

Paris 1^{er}

Action antipublicisme: rendez-vous à 18 h 15 place du Châtelet.

Samedi 4 mai

Coquelles (59)

Manifestation 15 heures place de Coquelles, contre le Centre de Retention de Coquelles, Prévoir de quoi faire du bruit et débat au local d'AC! à l'issue de la manifestation

Marseille

Conférence-débat « le coup d'État de 1851 du futur Napoléon III » avec Michel Barre. Au local du CIRA, 3, rue Saint-Dominique à l'angle de la place des Capucins.

Paris 11^e

À 16 h 30, forum à Publico, Jean-Pierre Levaray présente son livre Putain d'usine. Le forum sera suivi du « petit théâtre de l'absolu ».

Saint-Étienne

Le groupe Penser/agir de la FA organise une conférence sur les alternatives à l'incarcération et l'abolition de la prison avec Jacques Lesage de La Haye. À 18 heures à « 14 mois », 30, rue des frères Chappe.

Saint-Nazaire

À partir de 9 heures, Le Front libertaire organise une journée sur l'histoire et l'actualité de la littérature prolétarienne, à la Maison du peuple, place Allende.

Saint-Ouen

À 11 heures: marche des mapuche vers l'usine Alstom; à 12 h 30: pique-nique; à 14 h 30: images du conflit mapuche et du mouvement des sans-terre au Brésil, discussions; à 18 heures: théâtre et musique; à 22 heures: fin de soirée. Expos et tables de presse. À la friche du RER Arago à Saint-Ouen, 64, rue Arago

Saint-Quentin-la-Poterie

Le groupe Gard-Vaucluse de la FA tiendra un stand à partir de 20 h 30, route d'Uzès (derrière la discothèque Le Calypso) au cours d'un concert rock en plein air avec Selkis (fusion rock), Soul garage (reggae rock), Anti-con-form (ska punk), les Déserteurs (punk rock) et Punk'n'trolls (punk rock). Boissons sandwichs, stands de disques sur place. Paf: de 2 (moins de 18 ans) à 7 euros. Contact concert: 06 18 91 70 90.

Dimanche 5 mai 2002

Cazevielle (34)

Faites un sale tour au président. Rendez-vous à 11 heures au parking du GR 60 entre Cazevielle et Cuculles pour la randonnée des

Agenda



abstentionnistes et un pique-nique au sommet du Pic St-Loup. Changeons d'altitude!

Mercredi 8 mai

Orléans

À l'occasion des contre-fêtes johanniques, le collectif des libertaires de Bourges organise le « Panorama du livre social ». Présentation et ventes; commandes possibles. Collectif des libertaires de Bourges, c/o Le Cercle carré, BP 6021, 18024 Bourges CEDEX.

Samedi 11 mai

Lorient

À 14 heures manifestation antinucléaire contre le bateau « Défi Areva ». Rendez-vous place Aristide-Briand. Concerts gratuits en soirée. Projection de films sur écran géant.

Dimanche 26 mai

Caen

Manifestation nationale « contre la stratégie de domination du monde de George Bush ». Rendez-vous à 12 heures à la place de la Résistance.

Samedi 8 juin

Montreuil (93)

À partir de 14 heures à la maison de l'arbre chez Armand Gatti: forum libertaire de l'Est parisien à Montreuil. À l'initiative de la CNT, Alternative libertaire, Fédération anarchiste. Au programme: débat (critiques des formes modernes du capitalisme et de l'État, mondialisation et internationalisme, résistances sociales et récupération politicienne), atelier, espace enfants, spectacles, concert avec la participation des chanteurs livreurs et de Serge Utgé-Royo.

Anniversaire du forum

Mardi 14 mai

Francesca Solleville, Alain Aurenche, Annick Cisaruk.

Mercredi 15 mai

Vincent Absil, Hamou Cheheb, Louis Arti, David Légitimus et Renn Lee, Frédérique, Sabine Viret, Benjamin Legrand, Louis Capart, Josette Kalifa, Christophe Brillaud,...

Forum Léo-Ferré

11, rue Barbès à Ivry-sur-Seine
Spectacle à 20 h 30. Ouverture des portes à 19 heures. Bar et petite restauration froide. Entrée 12,50 euros; carte d'auditeur 10,50 euros.

Éditorial

PLUS DE PRISONS, oui; Vigipirate, oui; loi de sécurité quotidienne, oui; casse des services publics, oui; guerres coloniales et capitalistes, oui; centres de rétentions et expulsion des sans-papiers, oui; flexibilité et précarité du travail, oui; criminalisation de toute contestation, oui. Mais ce vilain Le Pen, ah ça non alors!

Voici en substance ce que disait ironiquement l'une des rares banderoles intelligentes de la manifestation du 27 avril à Paris. Plus intéressant que tous les « j'ai honte », « nous n'avons plus le choix », « tous aux urnes » qui barraient l'horizon.

Parce que le problème, en effet, il est là. La politique appliquée par les gouvernements successifs est la même, celle qui répond aux désirs des milieux industriels et financiers et aux nécessités de l'appareil d'État.

On peut se gargariser, pour se consoler et pour satisfaire son appétit de vote, de discours selon lesquels « ça pourrait être pire ». On peut gesticuler, en appeler au « front républicain », trembler à bon compte pour

la démocratie, se donner l'illusion de l'action et de la digne révolte. On peut, mais cela ne change rien: la démocratie, le pacte social des années soixante-dix, ils foutent le camp, jour après jour, et même pas sous les coups de l'extrême droite.

Ils tombent en pièce sous l'assaut de la puissance totalitaire des « marchés », sous l'attaque de lobbies à la solde de capitalistes dont la richesse défie l'imagination. Ils sont écrasés sous le poids du pouvoir institutionnel des États. Les « gouvernants » ne gouvernent pas, ils donnent un visage, interchangeable, à cette dictature invisible.

Les nom et qualité de l'élu nous importent donc finalement assez peu. On voit, en Italie par exemple, où l'extrême droite participe au gouvernement, que la politique ne change pas, sinon marginalement: encore et toujours des attaques contre la condition des classes laborieuses.

Ce qui, en revanche, est important pour nous, c'est de se battre tous les jours pour une société juste, débarrassée de toute oppression privée ou d'État. Et ce n'est pas par les urnes que passe ce combat. Le 5 mai, nous n'irons pas voter.

Photos et illustrations : droits réservés

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n ^{os}	☐ 20 €	☐ 32 €	☐ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	☐ 38 €	☐ 61 €	☐ 46 €
1 an 45 n ^{os}	☐ 61 €	☐ 99 €	☐ 77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom Prénom.....
Adresse

Code postal

Ville.....

Pays.....

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

À propos du « duel » Chirac - Le Pen

suite de la une



personnes, le bénéficiaire de la délégation, le porte-parole « auto-proclamé » est en fait lui-même la « cause » de son propre pouvoir. Citant Nietzsche (*L'Antéchrist*) « ...Le prêtre est celui qui appelle dieu sa propre volonté... », Bourdieu ajoute : « ...L'homme politique appelle peuple, opinion, nation, sa propre volonté... ».

Savoir raison garder

Il semble peu judicieux, au moment où la désagrégation, la décomposition du système politique apparaît en pleine lumière, de jeter nos principes, notre morale aux orties... Il est vrai que, comme tout phénomène de type religieux, l'appel aux urnes stimule notre cerveau (?) animal, nos pulsions, nos sentiments, nos affects. Et il est difficile, quelquefois, de résister à la tentation ? Mais, si nous, anarchistes ne résistons pas, quels sont ceux qui mettront en œuvre nos propres principes à notre place ? Toute la « gauche » des partis, toutes les institutions, les hommes de pouvoir, d'appareil, tous ceux qui se satisfont de ce statu quo misérable de notre organisme politique constitutionnel, économique, social même, appellent plus ou moins honteusement à voter Chirac... Sus à l'épouvantail Le Pen !!! Ce qui compte, c'est de détourner l'attention. Pendant qu'on s'excite sur le tortionnaire, on laissera tomber le mouvement de contestation sociale. Et... vogue la galère ! Après avoir berné le gogo, on « négociera » avec les lepénistes pour qu'ils ne dérangent pas trop notre jeu de pouvoir. Oublions, que des Conseils régionaux sont depuis longtemps déjà, présidés avec l'appui sinon le concours actif, de conseillers du Front national.

Il s'agit donc, pour ces donneurs de conseil de garder leurs places et leurs privilèges, même s'il faut les partager avec des personnages aussi peu recommandables qu'eux. Pour masquer le terrorisme patronal, diabolisons un vieux facho et absolvons un voleur. les deux compères s'entendront ensuite pour continuer la

sinistre politique de réaction économique et d'exclusion sociale. Plus que jamais la résistance est hors de la mascarade électorale, hors de la course que se livrent les « dominants » pour les richesses, les « honneurs », les palais présidentiels, les officines politiciennes.

Elle est dans la lutte au quotidien, sous toutes ses formes, dans des initiatives hors institutions, des discussions, des explications, des manifestations sur des terrains choisis par leurs acteurs. Elle est dans la mise hors la loi d'un pouvoir et d'un système indigne. A-t-on besoin d'un président de la République affublé d'un Premier ministre pour organiser la misère et étouffer ce qui reste, pour beaucoup d'entre nous, nous les « classes dangereuses » de vie, de pensée et de liberté ?

La réponse devrait être simple... mais comme je n'ai aucun goût pour ce que Camus appelait « l'autorité d'entraînement », je conclus simplement, pour ceux qui n'auraient pas pu se débarrasser de leur « pulsion votative », par les dernières lignes d'un poème d'un chansonnier des années 1900, Gaston Couté : « mais les pauvres électeurs sont pas des bêtes comme les autres, quand le temps est à l'orage, et le vent à la révolte, ils votent ».

Archibald Zurvan

Texte lu à l'émission Chronique hebdo du 25 avril 2002.

La dictature du vote utile



La tentation de l'isoloir

La faiblesse du mouvement social entraîne peut-être certaines tentations déconcertantes même parmi les libertaires de se réfugier dans l'isoloir. Il semble pourtant urgent de rappeler que la course aux urnes n'a jamais permis de faire reculer le fascisme, bien au contraire. Et que l'abstention, loin de se résumer au seul désengagement politique, comme certains aiment à nous le marteler, est aussi l'expression de ceux qui choisissent consciemment la lutte et non le vote, comme instrument de transformation sociale et ceci pas uniquement face à une social-démocratie de convenance !

Accuser les abstentionnistes de faire la politique du pire n'est pas chose nouvelle. Cela a bien souvent servi d'exutoire aux fantasmes et à l'émotion générés par l'avancée du fascisme. Mais c'est aussi et surtout un moyen, malheureusement encore efficace, pour d'autres de consolider la pérennité de leur pouvoir. Il est peu étonnant en effet que ceux dont les intérêts sont intimement liés à la participation de tous au jeu électoral fustigent violemment ceux qui refusent de s'y prêter. Prendre en considération les abstentionnistes, qui pourtant atteignent des scores bien supérieurs à tous les partis, reviendrait à couper la branche sur laquelle ils sont assis. Cela reviendrait à témoigner du fait que l'abstentionnisme recouvre aussi une réelle dimension politique.

L'anti-électorisme que défendent les anarchistes se nourrit d'une véritable remise en question de l'appareil d'État et d'une profonde réflexion sur les moyens de parvenir à une société plus juste, plus libre et plus égalitaire. S'inscrire dans les luttes sociales, utiliser la grève générale ou l'action directe sont à n'en pas douter des armes beaucoup plus probantes pour combattre le fascisme que l'immobilisme dans lequel nous enferme le vote.

La misère engraisse le fascisme

Accuser les abstentionnistes et prôner le vote utile c'est oublier que l'écho dont bénéficie le Front national n'a pas attendu ce fameux dimanche 21 avril pour voir le jour¹. Se perdre dans un mea culpa, qui tient plus du sentiment religieux que d'une véritable réflexion politique, du fait de ne

pas avoir voté pour Lionel Jospin, c'est oublier soudainement que la fascisation du discours et des pratiques politiques est loin d'être l'apanage des seuls Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret. C'est oublier aussi que tous ces hommes de pouvoir, de droite ou de gauche, ont toujours opté pour des politiques ultra-libérales et ultra-sécuritaires, qui sont au premier plan responsables des événements actuels.

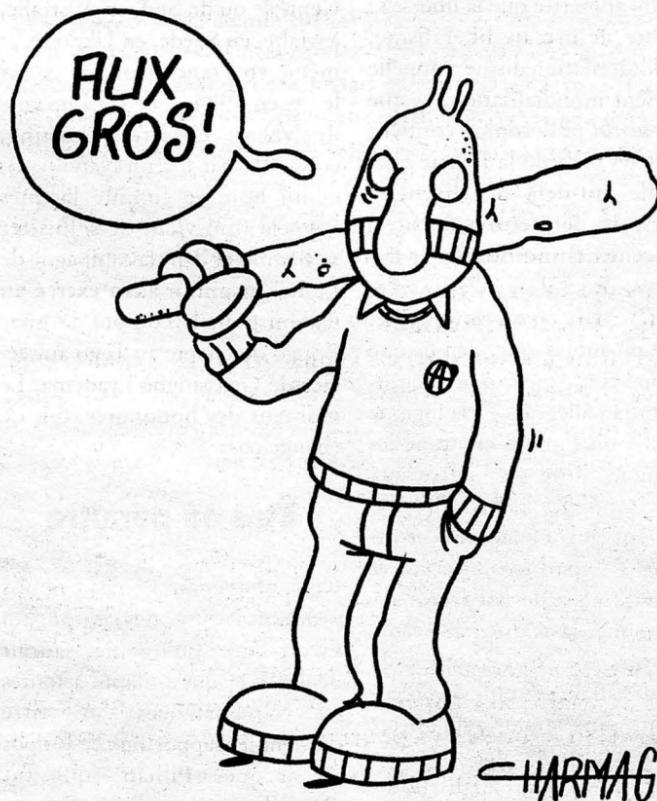
On pourra alors multiplier de ridicules stratagèmes de déculpabilisation, comme d'aller voter en se bouchant le nez ou d'envoyer son bulletin d'extrême droite à l'Élysée, il n'empêche que le vote du 5 mai ne correspondra jamais à un référendum contre l'extrême droite. Il s'agit plus rationnellement d'offrir les pleins pouvoirs à un homme, englué dans des scandales financiers, dont les projets, s'ils étaient mis en œuvre, comme celui d'un ministère de la sécurité, feraient seulement le jeu de la misère, de l'exclusion, de l'inégalité, véritables germes du fascisme. Que proposeront alors les chantres de l'électorisme, quand dans 5 ans, 10 ans ou 15 ans le second tour verra s'affronter un Le Pen à un Mégret ?² Quel sera alors le sauveur de la république ?

Que de temps perdu et de risques encourus pour chercher hors des urnes une alternative à un système fondé sur l'autoritarisme et l'exploitation³. Nous avons d'autres choix que celui d'aller voter. Il est grand temps d'y penser, plutôt que de foncer tête baissée vers de plus grands dangers. La nouvelle cohabitation, entre droite et gauche « respectueuses », que semblent annoncer les élections à venir, n'écartera pas le péril fasciste. Ne l'oublions pas. Avant pendant et après les élections, il faut agir plutôt que d'élire.

Manue

groupe de la FA de Montreuil

DIMANCHE ALLEZ À LA PÊCHE



The show must go on

TENDEZ L'OREILLE : entre les cris de colère et les exclamations indignées qu'a provoqués le coup de théâtre du premier tour des élections présidentielles, entre les sifflets, les injures lancées au front (national) de Jean-Marie Le Pen et le bruit des semelles qui martèlent le pavé, il y a un autre écho que renvoie cette campagne électorale, et ce depuis de nombreuses semaines déjà. Écoutez bien : il chuinte comme des soupirs.

Soupirs des un(e)s, lassé(e)s de ce jeu de dupes. Soupirs d'indifférence des autres qui ne se sentent pas concerné(e)s. Soupirs d'exaspération des mêmes et des restants, car la certitude avance, lentement mais sûrement, qu'on nous prend décidément pour des cons. Et ce n'est certes pas le choix cornélien devant lequel se trouvera la plupart des électeurs et des électrices au second tour qui dissipera le malaise.

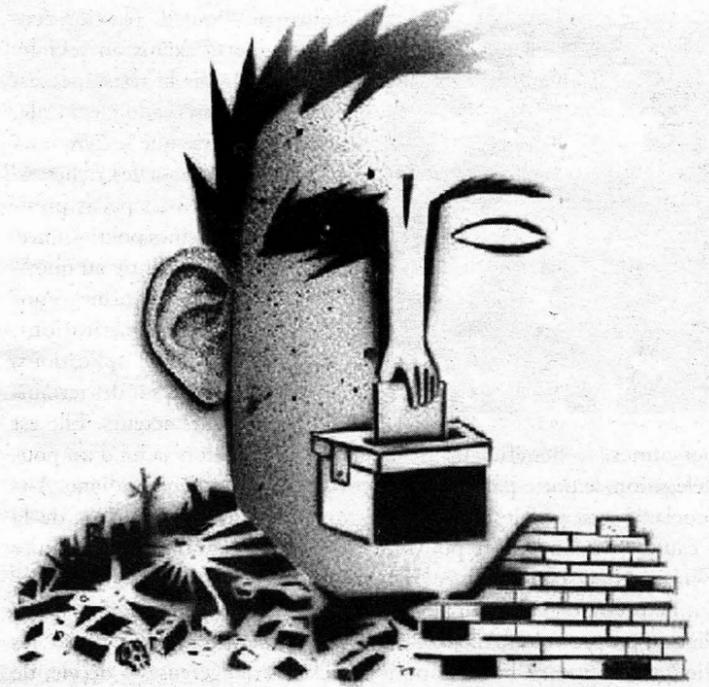
avec à sa tête un leader suffisamment démagogue et charismatique pour subjuguier la foule.

Craignons que l'avenir s'annonce radieux pour le fascisme. Soupirs. Et c'est un triste souffle qui balaie la campagne électorale, même la surprise du premier tour de scrutin dissimule avec peine la fadeur des débats... mais, au fait, y'a-t-il vraiment eu débats ? Si on se le demande, Chirac a tout récemment annoncé la couleur : l'époque des joutes verbales opposant pied à pied, sur le terrain idéologique, des adversaires politiques n'ayant d'autres armes que leurs arguments et leurs idées (fussent-ils douteux), cette époque-là est révolue. Il n'y aura pas de débat devant les Français, pas de débat avec Le Pen, pas avec cet adversaire susceptible de débaler en public le linge sale que Chirac a bien du mal à planquer. Pas avec celui qui saura l'emmenner sur le terrain glissant

fait ce beau monde pour tenir le rôle en ayant toujours l'air d'y croire dur comme fer (même Jospin, jusqu'au premier jet de tomates). C'est que, dans cette pièce des temps modernes où l'histoire s'écrit au fil des jours et de la plume, les politiques ont leurs souffleurs, voire leurs impresarios. Voici les conseillers en communication ! et voici le métier qu'ils ont inventé : le marketing politique. Ou de l'art d'occuper l'espace de parole quand on a rien à dire.

La liberté c'est l'esclavage

On sait depuis un bon moment déjà que pour trouver le pouvoir, le vrai, il faut lorgner du côté des quelques multinationales qui se partagent le marché mondial, et qui ne s'embarrassent de rien pour privatiser ce qui peut encore l'être (services publics, ressources naturelles, voire – pourquoi se gêner ? – diverses composantes du vivant). Seulement, depuis que le capitalisme sait qu'il est implacable, il ne veut plus passer pour complètement sauvage. Il veut au contraire gagner en respectabilité, en amabilité même, et quoi de mieux qu'un bon politicien pour réciter ces vers avec toute l'éloquence et la force de conviction qu'il a apprises à l'ENA ? Au fond, chefs d'entreprises et hommes/femmes politiques poursuivent aujourd'hui le même but : faire carrière. Coûte que coûte. Mais, rien n'est facile quand on n'est qu'interprète. Eh oui ! Pas facile de convaincre les gens solvables qu'ils peuvent prétendre au bonheur, et les autres qu'il leur reste l'espoir. Pas facile de faire admettre que la liberté se nomme désormais libéralisme, que l'internationalisme s'appelle à présent mondialisation, et que cette *world* philosophie contient toutes les clefs de la félicité universelle, au-delà des licenciements, des fermetures de sites, des accidents industriels, et des salaires de misère. Pas facile, certes. Mais, pas impossible. D'autant moins que, depuis que la droite et la gauche ont conjointement fait allégeance à la logique libérale, plus grand-chose ne les distingue l'une de l'autre aux yeux du public. Lequel s'est, du coup, largement dépolitisé, abandonné à l'apathie ambiante et rêvant de gloire devant *Loft Story*. En somme, la démocratie roule sur coussin d'air, emmenant le train des affaires sur un vide idéologique sans jamais rencontrer trop de résistance. La « logique inexorable de la mondialisation » (dixit Clinton himself) touche



Chirac sans doute réélu à la faveur d'un vote de protestation (qui, en passant, se distingue mal d'un référendum contre le Front national. Sombre démocratie qui prend les vessies pour des lanternes...). Et puis après ? Disparue, la gangrène fasciste ? Bof. Ceux qui s'apprentent à prendre leur tour à l'Élysée et à Matignon, ne songent pas à changer d'un iota la logique libérale qui a cours depuis longtemps, par-delà les familles politicardes (le capitalisme est ambidextre, faut-il le rappeler ?). Avec, en perspective, un écart encore plus sidéral entre les riches et les autres, lequel(le)s auront cette fois cinq ans pour ruminer leur misère, leurs incertitudes, leur désespoir avant d'aller un jour ou l'autre grossir les rangs du FN. Du FN, ou de tout autre mouvement qui saura surfer complaisamment sur la vague,

du sécuritaire. Pas avec l'homme qui opposera à la politique libérale du président sortant un discours aussi séduisant que démagogique, fait de récupération des idées des militants antimondialisation accommodées à la sauce nationaliste. En refusant la confrontation directe sous prétexte qu'on ne peut pas transiger avec le FN (ça ne lui est jamais arrivé ? Ah bon...), le président sortant reconnaît implicitement la fadeur de son projet politique, la vulnérabilité de ses positions, la faiblesse voire l'absence totale d'arguments à opposer au discours frontiste.

Et plus généralement, la campagne présidentielle s'est faite dans un désert idéologique où rampent toujours ces lamentables politicards, qu'ils/elles soient – ou ne soient plus – prétendant(e)s au trône. On se demande comment

tous les domaines de la vie humaine, et il n'y a aucune raison que la sphère politique n'y cède pas. Dans un tel contexte, un peu partout dans le monde et particulièrement en Occident, le discours politique s'est lentement déplacé vers le centre, célébrant un genre de « capitalisme civique » soumis à l'approbation plus ou moins passive des citoyens-consommateurs. Ainsi, dès lors que les repères traditionnels de la bipolarisation droite-gauche ont volé en éclats, que les partis sont dans le tout et inversement, les conditions sont réunies pour faire du marketing politique un domaine en pleine expansion. Les conseillers en communication sont désormais capables d'intervenir sur tous les terrains que le capitalisme a aplani : nombre de consultants américains travaillent indifféremment aux États-Unis, en Amérique Centrale ou du Sud, en Australie, à Malte, en Suède, en Ukraine, et même en France (comme ce fut le cas en 1974 pour la campagne de Valéry Giscard d'Estaing, conseillée par Joseph Napolitan), et un homme comme Jacques Séguéla (qui vient de s'illustrer brillamment dans la campagne de Lionel Jospin) a aussi exercé au Gabon ou encore au Togo au service de Gnassingbé Eyadema. Le montant des honoraires, lui, ne change pas.

Être ou paraître

Ces mercenaires des temps modernes ont développé un savoir-faire qu'on ne saurait négliger, et qui s'adapte à toutes les circonstances. À titre d'exemple, rapportons ce propos de Jacques Pilhan (qui fut conseiller en communication de

François Mitterrand avant de se mettre au service de Jacques Chirac), extrait d'un entretien accordé à la revue *Débat*, en novembre 1995 : « [...] Le citoyen, bombardé de messages, vit dans le bruit permanent des médias. En tant qu'homme public, si je parle souvent, je me confonds avec le bruit médiatique. La fréquence rapide de mes interventions diminue considérablement l'intensité du désir de m'entendre et l'attention avec laquelle je suis écouté. Si, en revanche, je me tais pendant un moment, le désir de m'entendre [...] va s'aiguïser. L'attention qu'on va porter à mes paroles va être considérable [...] Il y aura beaucoup de reprises dans les médias, beaucoup d'impact dans l'opinion [...] ». Et maintenant, rappelons-nous le silence persistant qu'ont observé conjointement Lionel Jospin et Jacques Chirac avant d'annoncer leur candidature, à quelques semaines de la première échéance électorale. Hein ? Je ne vous le fais pas dire. En passant, s'il y en a un qui profite pleinement de cette stratégie, c'est Jean-Marie Le Pen. Campagne discrète, sans outrances, qui bénéficie rétrospectivement des nombreuses impasses qu'ont imposées les médias aux passages télévisés et radiophoniques du Front national. La suite du jeu consiste à occuper ponctuellement l'espace de parole. On jouera aux petites phrases (le « président vieilli et fatigué » de Jospin entraînant le « délit de sale gueule » de Chirac), on se jettera des chiffres à la tête, comme durant cette interminable et fatigante partie de ping-pong entre les deux principaux adversaires au sujet des dépenses futures de l'État pour mener à bien les projets. On jettera un œil

par-dessus l'épaule du voisin pour copie l'intitulé du programme : « Mon engagement pour la France » (Chirac), « Je m'engage » (Jospin). Il est d'ailleurs frappant de constater à quel point nombre de programmes se ressemblent, et à bien y regarder, c'est presque une candidature unique qu'on nous a imposée. Les dirigeants politiques, courroie de transmission du capitalisme comme jadis les syndicats avec le Parti? Ce serait l'axe vertical de leur rôle. L'axe horizontal consisterait à se pencher sur les préoccupations de la population, en regardant – faute de vivre parmi nous – par la lunette des sondages. Les médias se plient sans broncher à ce petit jeu, commandant eux-mêmes, à l'occasion, des enquêtes immédiatement analysées et commentées.

Sondages collatéraux

On se demande d'ailleurs jusqu'à quel point ces sondages sont révélateurs, vu la surprise du premier tour. Jacques Pilhan lui-même met en garde contre le caractère fallacieux des sondages quantitatifs classiques (« oui ou non », « pour ou contre »), « qui ne reflètent que ce que les gens croient qu'il est convenable de penser ». Ou qui reflètent ce que les gens veulent éventuellement faire croire, car il est toujours possible de « jouer » avec les sondeurs. Enfin, les sondages ne tiennent compte que des réponses données, pas des refus de répondre. Et alors, ça ne compte pas? Les médias, dans la logique de l'information la plus immédiate possible, font tout pour rendre compte des états d'âme des Français « en temps réel ». Les sondages leur donnent effectivement l'illusion de « coller à l'actualité », mais la surabondance de chiffres et de pourcentages, leur exploitation quasi maniaque se

substituent de plus en plus au vrai travail d'analyse. D'un certain point de vue, on peut observer un phénomène assez semblable avec le score de Jean-Marie Le Pen au premier tour, dont on n'a retenu que le chiffre sans vraiment pousser plus loin la réflexion. Ce qui alimente les situations d'hystérie collective, où les individu(e)s, légitimement choqué(e)s par la montée en puissance du Front national, vont résumer leur acte militant par le respect borné d'une consigne de vote, sans songer une seule seconde que le discours d'un Le Pen est aussi, en partie et sur bien des points, dans la bouche d'un Chirac, et qu'un Chirac n'est pas prêt d'endiguer le flot de la misère et de la détresse humaine qui, inmanquablement, jettera d'autres électeurs dans les bras de l'extrême droite, et transformera les votes protestataires de 2002 en votes de conviction cinq ans plus tard.

Urnes to be alive!

Les trois principaux personnages du petit théâtre électoral – politiques, conseillers en communication, et médias – ont finalement contribué à créer un nouveau modèle de public, subjugué par la télévision au point de croire que, l'écran renvoyant le réel, le réel est dans l'écran. Une masse de consommateurs de médias et de politique, dont les idées, les opinions et les intentions de vote évolueront, volatiles, au gré des enquêtes, des reportages, des sondages d'opinion. Un public qui n'aura bientôt plus que des clips politiques pour se décider à voter untel ou untel, comme le prévoient pas mal de professionnels du marketing (Jacques Séguéla notamment). Tiens, Jacques, si tu veux j'ai un slogan qui peut te refaire : urnes to be alive!

André Sulfide

Apostasie circonstancielle



UN LEADER d'extrême droite en lice au second tour des élections présidentielles; quelle charge émotionnelle! D'autant plus qu'actuellement d'autres nations européennes se sont offertes le caprice de chefs populistes voire néo-fascistes. Comme tout un chacun, même les anarchistes subissent une pression sociale inhabituelle. En tant qu'anars et en résistance à toute manipulation, il est encore plus indispensable aujourd'hui de réaffirmer sans honte nos convictions.

Notre refus de participer aux élections ne correspond pas à une tradition aussi peu argumentée qu'un vif désir de pêche à la ligne ou un dégoût des politiciens. Notre abstention est un acte politique revendiqué par notre rejet du système étatique qui garantit le fonctionnement du capitalisme.

L'État contre la société

Il ne s'agit pas d'un principe « sacré » ou « religieux ». Nous considérons que les choix économiques sont décidés avant tout, par des états majors de cartels financiers. Aucun personnage politique à la tête du pouvoir n'est en mesure de défendre nos intérêts respectifs. Ils sont bel et bien au pouvoir pour obéir aux seuls intérêts de la classe des exploités.

La seule fonction des politiciens – sociaux démocrates, conservateurs ou ultra-réactionnaires – est de faire croire au peuple qu'il peut décider des orientations économiques et politiques. Leur seule qualité commune est d'être interchangeables. Tant qu'il y aura assez de monde pour le croire, il y aura toujours des bonimenteurs au pouvoir.

Mais dans tous les cas, l'État avec ses impôts, sa police, sa justice et son armée fonctionnera à nos dépens. Cet appareil d'État permet de contrôler, réguler, réprimer, coloniser, une ou plusieurs populations au gré des appétits des exploités.

Besoin de main-d'œuvre? L'État met en place une politique d'incitation à l'immigration, ou alors de précarisation extrême de populations étrangères sur son sol par privation de papiers. Salaires et droits sociaux trop forts? L'État orchestre par ses largesses distribuées aux entreprises des implantations d'activités économiques puis permet leur délocalisation en laissant ainsi sur le carreau des millions de personnes. Des conflits sociaux? Des occupations d'entreprises? L'État enverra la police voire l'armée pour

garantir l'appareil productif aux seules mains des actionnaires. Ces exemples sont légions et nous les connaissons tous. Et on a jamais vu un socialiste, un communiste, un gaulliste ou un facho nous en préserver. Quelle garantie avons-nous de leur part qu'ils mettent fin à la précarisation, à la situation des sans-papiers, aux lois liberticides? C'est bien aussi pour cela que nous estimons inutile de les élire.

Il est aisément vérifiable que le système étatique nous interdit de nous affranchir de notre condition d'exploités. Notre conviction anarchiste repose sur la certitude qu'il n'est pas d'organisation de société libertaire et égalitaire possible dans un système étatique. On ne peut pas raisonnablement éviter l'abattoir sans se débarrasser du berger et de son chien. L'État est liberticide et oppresseur dans ses

fondements. Plus la population lui accorde sa confiance et plus la puissance de l'État se renforce et se pérennise. Le seul passage obligé vers la mise en œuvre de notre liberté est la destruction de l'État!

Les urnes ne valent rien

Aujourd'hui, il y a bien circonstance « particulière » mais en quoi, objectivement, la situation réelle est-elle différente de celle d'hier? Au mieux, elle est perçue plus dramatiquement! Il n'y aura jamais de barrage au fascisme par les urnes. Penser ainsi revient à raisonner avec notre ventre plutôt qu'avec notre tête (misère!). Soit l'idée anarchiste est répandue au point d'être en situation révolutionnaire et les urnes on les

balance! Soit notre influence est si modeste (comme maintenant) et les urnes on s'en balance! On ne peut pas se revendiquer anarchiste – donc révolutionnaire – en démocratie, et renoncer d'un coup à nos convictions en cas de crainte d'un facho à la présidence. Un autre futur en votant Chirac pour éviter Le Pen? La problématique n'est pas de choisir un régime plus ou moins démocratique, il n'y en a pas, la question est de démolir le système. Pas de sauver la démocratie! Si un anarchiste devait le 5 mai prochain mettre les pieds dans un bureau de vote, souhaitons vivement que ce serait pour en saboter le fonctionnement!

Tsinahpah

groupe FA La Villette

IRRESPONSABLES



ET COUPABLES!

Ni honte, ni F-haine!

Sur le danger néo-nazi

Depuis le début des années 1980, grâce à la stratégie de Mitterrand qui institua la proportionnelle pour jeter un FN-peau de banane sous les pieds de la droite, le néo-nazi Le Pen a pu multiplier par quinze les scores confidentiels de l'extrême droite. Il obtient ainsi 11 % aux européennes de 1984, et 14,5 % lors de la présidentielle de 1988. Si le FN abandonne aujourd'hui ses habits d'épouvantail pour endosser le costume d'arbitre électoral, son ascension, beau résultat « socialiste », ne date donc pas d'hier. Que des collégiens, qui n'étaient pas nés à l'époque, prennent conscience de l'implantation électorale du FN et s'en alarment, c'est compréhensible et encourageant. Que des militants associatifs et syndicaux expérimentés, voire d'anciens révolutionnaires, feignent de découvrir la chose, et l'exagèrent à plaisir pour vendre leur soupe démocratique et nationale ; qu'ils se lamentent, comme tel « réseau » spécialisé dans la dénonciation des violences policières, sur une « France couverte de honte aux yeux de l'histoire [sic] et du monde » qui « flirterait » avec l'élection d'un Le Pen, voilà qui donne envie de vomir son p'tit dèj !

La France ? Quès aco ? La « France éternelle » dont se gargarise Le Pen ? S'agit-il plutôt de « l'ensemble des Français » ? Mais Le Pen a obtenu 16,95 % des suffrages exprimés. Rapporté au nombre des électeurs inscrits, ce score tombe à 11,8 %. Le chiffre des inscrits doit être majoré de 7 à 10 % de non-inscrits. Ce sont donc au maximum entre 10,5 et 11 % de la population adulte qui ont voté Le Pen. Ce chiffre brut ne prend pas en compte les jeunes qui ne sont pas en âge légal de voter. Ne parlons pas des crétiens qui ont déposé un bulletin Le Pen dans l'urne sans approuver ses positions...

On peut certes dire que « 11 %, c'est 11 de trop ! », mais c'est le genre de platitude qui n'aide pas à penser. Au-delà de l'impact symbolique indéniable de la présence d'un Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, et de l'encouragement qu'il représente pour les nazillons et autres racistes, il n'y a pas de péril nazi immédiat en France. Affirmer le contraire est un mensonge démagogique et contre-productif. Recourir pour le faire à des catégories idéologiques comme la « France », « être Français » (...et en avoir honte) participe finalement de la « lepénisation » des esprits que l'on dénonce chez les autres.

À propos de la honte

Ce ne sont en eux-mêmes ni l'abstention ni les votes d'extrême gauche qui ont créé la visibilité renouvelée de Le Pen, mais bien l'effondrement de la gauche gestionnaire.

Or, heureux événement, cette déroute est logique. Trop sûr de lui, Jospin a avoué d'emblée ce que tout le monde pouvait voir : son programme de modernisation capitaliste (concocté par Fabius et Strauss-Kahn) ne méritait même plus un déguisement « socialiste ». À force de répéter qu'il n'y a plus de classe ouvrière, ces ordures avaient fini par oublier l'existence de plus de six millions d'ouvriers et d'ouvrières. Lesquel(le)s, en grand nombre, se sont abstenu(e)s, ont voté LO ou Le Pen...

Ni la peur ni la honte ne sont des armes de résistance. Ce sont au contraire les moyens favoris des maîtres. C'est par la honte que les tortionnaires, les pères incestueux, les violeurs, imposent silence à leur victime et les persuadent qu'elles sont responsables des violences qu'elles subissent.

Vivent la colère et l'espoir !

Nous n'avons pas à sauver la république avec le flic Chevènement, la patrie en danger avec Juppé-la-hache et Chirac-matraque, pas plus qu'à fraterniser avec les supporteurs des 35 heures d'exploitation salariée.

Ceux qui se passionnent pour le Monopoly électoral n'avaient qu'à voter Chirac au premier tour. Il était déjà la meilleure digue (même pleine de trous) contre l'extrême droite. Comparé à Jospin, qui a privatisé davantage que la droite, c'est un serviteur maladroit et archaïque du capitalisme !

Trêve d'illusions, parlons de guerre sociale ! Passés ou non par les bureaux de vote, défendons dans la rue et par les luttes le projet d'un autre futur, sans « races » ni frontières, sans « président » ni patrie, une société égalitaire et libertaire où l'on ne verra d'épouvantails que plantés dans les champs.

Maintenons les politiciens dans l'insécurité !

À bas la France ! « Buvois à l'indépendance du monde ! »

Claude Guillon

Tract distribué le 27 avril

Message de la Fédération libertaire d'Argentine

Compagnons,

En ce jour d'agitation et de protestation de tous les travailleurs du monde, alors que sont passés 116 ans depuis que les martyrs de Chicago ont lancé leur message appelant à la rébellion contre l'oppression des peuples de la part du capitalisme et de l'État, nous envoyons aux compagnons de France un salut fraternel et notre solidarité avec la lutte qu'ils sont en train de mener, et qui est aussi notre combat.

Le peuple argentin vit des moments difficiles avec la misère qui grandit jour après jour. Et bien que cette misère soit le fruit

de la voracité infinie du capitalisme financier international et de ses représentants locaux corrompus – politiciens, patrons, syndicalistes, juges –, ils ne nous offrent pas d'autres solutions que de l'accentuer à travers de nouveaux « ajustements », c'est-à-dire, plus de faim, plus de chômage, de privatisations, et enfin, plus de répression, avec la promesse hypocrite qu'en peu de temps tout s'améliorera.

Heureusement, le peuple n'a pas confiance en ces « représentants », non plus aux autres, nombreux, qui prétendent les remplacer. Il sait aussi que, à tra-

vers cet échec total de ce que l'on appelle la démocratie représentative, on se prépare pour affronter au pouvoir les personnages les plus sinistres de la réaction.

C'est pour cela, qu'en France et en Argentine, les anarchistes s'exclament : « Non à l'État capitaliste néo-local ! Non à la xénophobie, à l'autoritarisme et à l'intolérance fasciste ! Pour l'autogestion, le socialisme et la liberté ! »

Federación Libertaria Argentina

Conseil local Buenos Aires, 1° de Mayo de 2002



À l'homme qui veut voter

À NOUVEAU L'HEURE DE CHOISIR les bergers a sonné. Elle retentit gravement au beffroi de toutes les politiques, afin que tu ne l'oublies pas : « Tous aux urnes, pas d'abstentions », voici le refrain final des sonneries diverses.

« Ne pas voter, c'est un péché », dit le catholique. « Ne pas voter, c'est être un mauvais citoyen », dit le républicain. « Ne pas voter, c'est trahir ses frères », dit le socialiste.

Qu'est-ce donc que voter ? C'est choisir soi-même le maître qui vous donnera le fouet, qui vous volera. L'ouvrier forge les chaînes qui l'attachent, bâtit les prisons qui l'enferment, fabrique les fusils qui le tuent. Il pétrit la brioche qu'il ne mangera pas. Il tisse les vêtements qu'il ne portera pas...

Mais cela ne lui semble pas suffisant. Il veut paraître le maître, le « Peuple souverain » et il choisit lui-même ceux qui lui tondront la laine sur le dos. Il est le bétail, le troupeau qui nomme ses bergers ?

Il croit qu'il est impossible de ne pas être dirigé, aussi veut-il se payer le chic de choisir ses bergers qui frapperont son échine et les chiens qui mordront ses mollets.

Homme qui veut voter, réfléchis !

Réfléchis bien. Les riches ne sont puissants que par leurs bergers et leurs chiens, et la force du berger et du chien ne vient que de ton acceptation, de ton obéissance, de ton vote. Ne va plus jeter ton bulletin dans l'urne. Reste chez toi ou va te balader. Tu verras alors la tête des maîtres et des candidats. Moque-toi du vote. Ta force n'est pas dans un carré de papier. Elle est dans ton cerveau, dans tes bras, dans ta volonté, lorsque tu sauras les employer à faire tes affaires et non celles des autres. Si tu votes, tant pis pour toi. Tu deviens notre adversaire, car notre ennemi c'est notre maître ; or l'électeur nomme le maître donc, l'électeur, voilà l'ennemi.

Les abstentionnistes.

Texte d'une affiche anarchiste (Libertad ?) trouvé dans la brochure *La grève des électeurs* de Mirbeau aux éditions de l'Insomniaque.

Transmis par Jacques (groupe Nada, Toulon) qui n'ira pas voter ni manifester pour « l'union sacrée ».

LE NOUVEAU VISAGE DE L'ANTI-FASCISME!



À propos de l'arrêt définitif de l'usine AZF de Toulouse

LORSQUE TotalFinaElf a annoncé l'arrêt définitif de l'usine AZF de Toulouse, la population a poussé un légitime « ouf » de soulagement. Il est plus que compréhensible que l'usine qui a provoqué la catastrophe que l'on sait, soufflant une partie de la ville, entraînant 30 morts et 2 500 blessés, soit rayée de la carte. Les catastrophes précédentes avaient eu lieu à l'étranger (Seveso, Bhopal, Sénégal... voire Tchernobyl) ou ne dépassaient pas les murs des usines (La Mède, usine Total près de Marseille, par exemple), au moins celle de Toulouse aura eu le mérite de prouver, ici, que l'industrie chimique reste polluante et souvent dangereuse. Elle aura permis aussi de revoir fortement les normes de sécurité (même s'il reste encore beaucoup à faire).

Mais est-ce que l'arrêt d'AZF est une victoire des associations de riverains qui demandaient l'arrêt du pôle chimique toulousain? Lorsque Thierry Desmarests (PDG de TotalFinaElf) a annoncé, au cours d'un conseil d'administration, l'arrêt du site, il a certes parlé de « l'inquiétude exprimée par une grande partie de la population toulousaine », mais la raison est tout autre. Depuis l'accident, les conseils d'administrations de Grande-Paroisse (filiale engrais de Total, qui gère AZF-Toulouse) sont très houleux, et si Desmarests a calmé le jeu jusqu'à présent, pour de pures raisons d'image de marque, il a fallu donner des signaux forts aux actionnaires. La raison de l'abandon définitif du site de Toulouse est simplement financière: d'une part il y a les travaux de remise en état et les nouvelles normes de sécurité, d'autre part et, là, Desmarests a été clair, un éventuel redémarrage partiel ne pourrait se faire qu'en 2004, ce qui veut dire que d'ici là il y aura perte du marché et impossibilité de le retrouver. La raison est donc plus triviale que ce que revendiquaient des associations telles que « Plus jamais ça! ».

Depuis quelques années, la chimie connaît une forte restructuration en Europe – un peu plus récemment en France. La technologie change, il faut moins d'unités, et surtout moins d'ouvriers, pour fabriquer autant de produits; il y a des produits qui disparaissent. En ce qui concerne les engrais, où Grande-Paroisse reste le dernier fabricant français, le marché s'écroule parce que le milieu agricole s'appauvrit et il n'y a pas suffisamment de valeur ajoutée. Les industriels se tournent donc vers des fabrications notamment dans les pays de l'Est (salaires inférieurs, normes de sécurité et d'environnement moins contraignantes) en attendant sans doute que les OGM (si!) s'imposent. Il y a eu l'an der-

nier, rien que pour la France, 2000 emplois de supprimés dans la chimie (dont 500 chez Atofina, filiale Total), cette année ce sera pire. Total annonce déjà 2300 suppressions d'emplois dans ses filiales auxquelles il faudra ajouter les suppressions d'emplois chez Grande-Paroisse. Les actions TotalFinaElf, elles, montent toujours. La fermeture de Toulouse s'inclut dans une politique industrielle qui va se recentrer sur quelques sites. Avant Toulouse, Total-GP avait annoncé la fermeture d'une usine à Waziers (près de Douai) et d'un dépôt à Brest, tout en sachant que d'autres ateliers sont sur la sellette (Rouen) pour les mois à venir. À l'heure actuelle, les salariés de GP et de l'ensemble de Total semblent peu enclins à se battre pour, ne serait-ce que, le maintien des emplois. Ils sont encore sous le coup de la catastrophe qui a été lourdement ressentie sur toutes les plates-formes chimiques. Bien qu'une journée d'action sur l'ensemble de la chimie semble se préciser pour le 14 mai.

Au niveau des salariés d'AZF-Toulouse et de leurs syndicats, c'est même une autre histoire. Après l'accident, fortement touchés et se sentant attaqués de toutes parts, ils ont préféré écouter les sirènes du patron de Total qui ne cessait de dire qu'il voulait redémarrer et qui saluait « le courage, le professionnalisme et la dignité du personnel ». Les salariés se sont voilés la face, se satisfaisant de voir leurs patrons manifester avec eux. On a lu dans la presse un responsable CGT d'AZF dire: « Nos alliés sont à la chambre de commerce et d'industrie et au Medef » et un autre, de la CFDT, dire qu'il avait confiance en Desmarests, « qui ferait en sorte que tout ce passe le mieux possible ». Il a été difficile, voire impossible, pour les collègues et syndicalistes d'autres régions de leur faire entendre raison, de leur faire comprendre qu'il n'y avait jamais à faire confiance aux patrons, qu'il fallait toujours comprendre le contraire de ce que déclare un patron lorsqu'il parle d'avenir, que lorsque patrons et ouvriers se mettent à parler dans le même sens, ce ne sont jamais les salariés qui sont gagnants, et que, plutôt que de demander le redémarrage de l'usine, il valait mieux se battre pour une reconversion digne de ce nom, ou même pour le maintien du salaire, après tout Total peut payer. Ils n'ont rien voulu entendre (cela tient parfois de l'irrationnel) et, du coup, aujourd'hui, c'est comme une deuxième catastrophe qui touche les salariés d'AZF. Soudainement ils changent leur fusil d'épaule...

Jean-Pierre Levaray

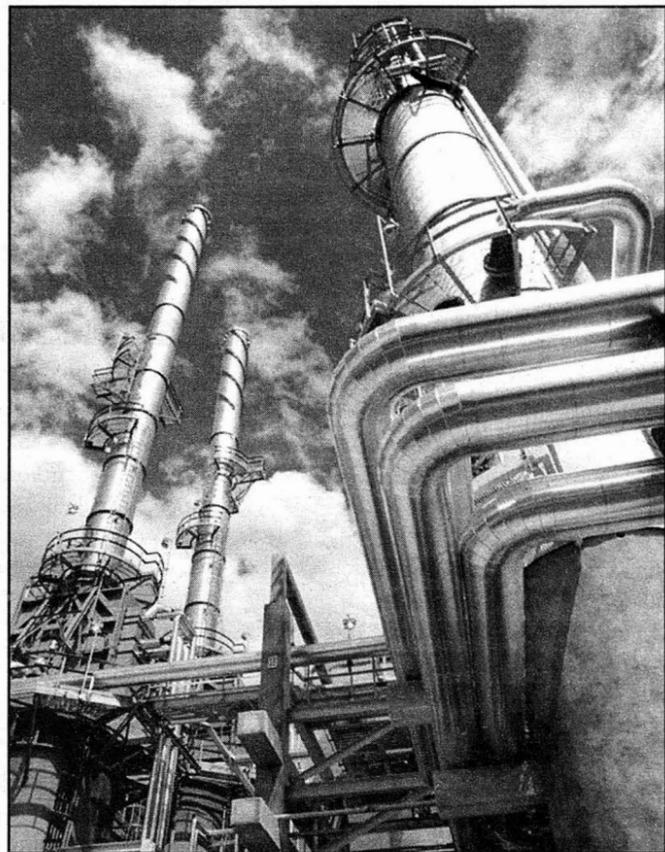
DEPUIS quelques années, les militants anarchistes s'intéressent à nouveau de façon plus pressante aux problèmes d'environnement. L'écologie politique, après avoir capté et dévoyé la lutte, s'enlise dans les coulisses du pouvoir. Face à ce fiasco, à l'isolement des associations de terrain qui continuent un travail indispensable sans avoir toujours les outils « sociétaires » adaptés (objectifs et moyens de combat), notre intervention est un apport indispensable pour faire face aux problèmes vitaux qui s'imposent à notre société: maîtrise de l'énergie (retour remarqué dans les luttes anti-nucléaires), activités industrielles, agriculture, déchets...

Dans tous ces domaines, les choix ne sont jamais dictés par une approche objective, sociale ou sanitaire (satisfaction des besoins, respect de l'environnement et qualité de vie) mais par la marge bénéficiaire que l'activité peut procurer. Les vraies décisions se prennent en coulisse, avec des arguments peu avouables. La mainmise politico-financière sur la société et ses activités conduit à produire toujours plus, conformément à la nécessité de croissance du système capitaliste. Pour éviter toute remise en cause de la société de consommation (quantité au lieu de qualité, création artificielle de besoin par un marketing agressif) et confisquer aux citoyens-contribuables-consommateurs le droit de choisir.

Au sujet des ordures ménagères, cette situation est flagrante. Alors que la charge de leur traitement revient, selon la loi, aux communes, les associations locales qui proposent à leurs élus une approche visant à réduire les déchets à la source (consignes, arrêt du suremballage, durabilité des produits, réutilisation, etc.) et à développer fortement un tri-recyclage et un compostage de proximité sont systématiquement évincées. Pourtant à Halifax (Canada, 200 000 habitants) les citoyens ont stoppé un projet d'incinérateur et, six ans après, la ville est à plus de 66 % de recyclage et a créé 3 000 emplois. En Italie, en Australie, etc., plusieurs villes ont pour objectif « zéro déchets » dans les années à venir. Ici, l'obligation légale de recycler est appliquée de façon à montrer sa pseudo-inefficacité et son coût prohibitif: même le Canard enchaîné a repris cette rengaine, insinuant que l'incinération est une meilleure solution.

Derrière ce sabotage, essentiellement deux groupes industriels: Vivendi et la Lyonnaise des Eaux. Bien introduits dans

Incineration des déchets: pas de fumée sans fric



les communes (eau, collecte des déchets), ils font le forcing pour faire financer aux collectivités des incinérateurs qui leur permettent en plus de « traiter » des déchets industriels et hospitaliers sur lesquels ils s'enrichissent sans scrupules, l'infrastructure étant payée par les contribuables.

Peu importe, comme à Albertville, que la région soit dix-sept ans après totalement sinistrée par les rejets polluants: ce n'est pas Novergie, filiale de la Lyonnaise, qui paie les dégâts, mais l'État, donc nous.

Peu importe qu'en dispersant en sous-couche routière les « mâchefers », cendres lourdes toxiques d'incinération (plus de deux grammes de plomb au kilo!), on empoisonne les nappes phréatiques. Ça coûte moins cher que de les mettre en centre d'enfouissement technique.

Peu importe le gaspillage de matières premières (papiers et plastiques brûlent très bien: évitons de les recycler!), l'incinération au tout jetable qu'implique ce pseudo traitement des déchets qui ne fait que les disperser (eau, air, terre) en aggravant leur nocivité (dioxines, multiples composés chimiques aux effets méconnus) et leur quantité (pour brûler cent kilos de déchets il faut cinquante kilos de produit de traitement).

L'important est d'éviter à la population de remettre en cause:

– La production et le mode de consommation qui lui est imposé;

– Le contrôle, à travers des élus serviles, des choix de

société par les grands groupes industriels et financiers;

– La priorité faite aux profits au détriment de l'emploi (le recyclage en crée beaucoup plus) de services au public, de la santé et du respect de l'environnement.

Quand une campagne médiatique, savamment orchestrée, fustige les vieux incinérateurs polluants, c'est pour mieux vanter ceux, tous neufs, que Vivendi et Lyonnaise sont prêts à nous vendre clé en main (responsabilité aussi!).

Dans le Gard, un collectif¹ s'est mis en place pour traquer les illégalités de cette filière et son véritable impact sur l'environnement. Les premières investigations sont édifiantes:

– Non-respect des précautions à prendre pour la mise en sous-couche routière des « mâchefers »;

– Refus d'une information transparente sur les lieux d'enfouissement;

– Taux de métaux lourds des « mâchefers » qui, pour tout autre déchet industriel obligerait à un enfouissement en CET de classe 1 (produits toxiques).

Réponse officielle: tout est conforme.

Et ils voudraient qu'on leur fasse confiance?

Bob

groupe Gard-Vaucluse

1. quo vadis, c/o AVEC, BP 69, 34401 Lunel cedex.

LE 1ER MAI 1986, M^{me} Bella Belbeoch, ancienne physicienne du CEA déclarait : « Il faut s'attendre dans les jours qui viennent à un complot international des experts officiels pour minimiser l'évaluation des victimes que causera cette catastrophe. La poursuite des programmes civils et militaires impose à l'ensemble des États une complicité tacite qui dépasse les conflits idéologiques ou économiques. »

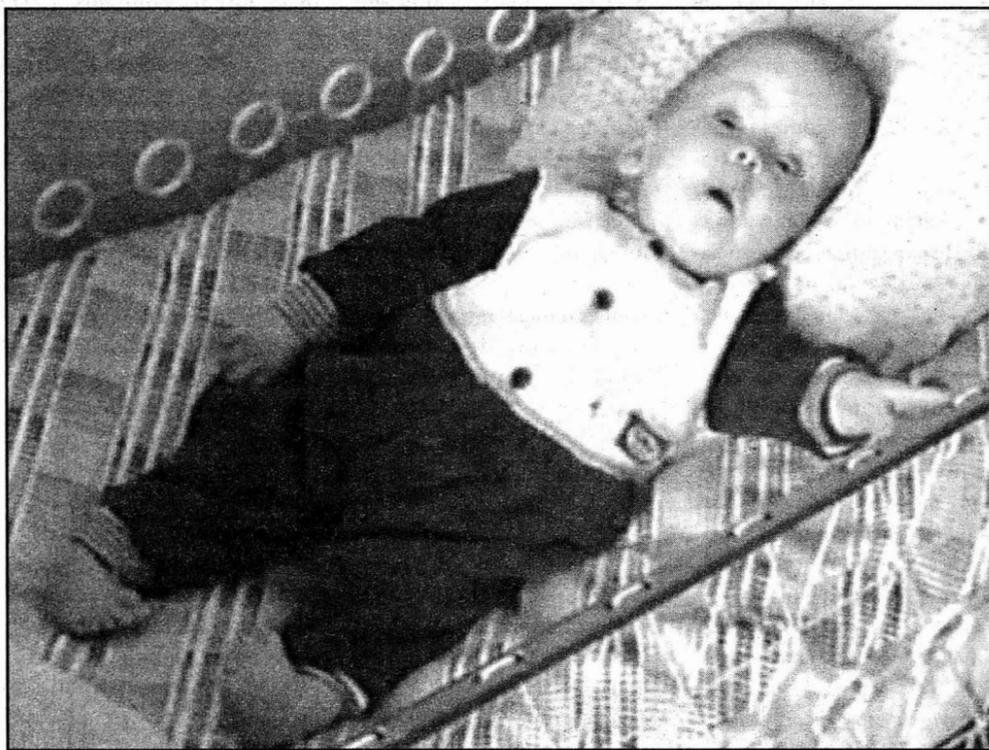
Tchernobyl là-bas

Jamais nous ne nous lasserons de rappeler ce qui est arrivé le 26 avril 1986. En effet, il est de notre devoir de rappeler aux uns et aux autres que ce qui s'est passé ce jour-là continue là-bas à Tchernobyl et ailleurs à plus de 2000 km de la centrale nucléaire. Malgré les efforts du lobby nucléaire associé à l'OMS (Organisation mondiale de la santé) pour réduire les dramatiques conséquences de cet accident, il y aura toujours des militants et de scientifiques pour rappeler que les conséquences perdurent et perdureront pendant des générations et des générations.

Avant d'aller plus en avant, il nous faut préciser que la moindre dose de radioactivité a des effets sur l'être humain et que les doses aussi petites soient elles s'ajoutent.

Or, ce jour-là, ce sont des « tonnes » et des « tonnes » de radioactivité qui se sont échappées dans l'atmosphère. Vaporisé sous forme d'aérosol, le fameux nuage de Tchernobyl s'est répandu sur l'Europe touchant irrémédiablement la faune et la flore. Il faut savoir que la radioactivité fonctionne sur deux modes :

— Par irradiation : passage des rayonnements Alpha, Bêta, Gamma ainsi que les rayons x, à travers le corps humain



— Par contamination : inhalation et ingestion des radioéléments sous forme de particules

Ainsi à Tchernobyl et à des centaines de kilomètres, depuis maintenant seize ans, des êtres humains subissent une contamination chronique puisque tout est contaminé (eau, sol, animaux, végétaux) et ce pour des millions d'années puisque ces poisons ont une durée de vie de cet ordre. Les conséquences sur les humains adultes sont une baisse des défenses du système immunitaire dont les principaux effets sont le cancer de la thyroïde et la leucémie.

Tchernobyl seize ans après

Pour les enfants s'ajoute des malformations cardiaques, congénitales, des diabètes, des trisomies 21 (mongolisme) et enfin une détérioration profonde du patrimoine génétique. Combien de générations seront-elles marquées à tout jamais ? Les mots ne peuvent hélas pas exprimer ce que vivent les victimes encore en vie...

On le constate : les conséquences d'une catastrophe nucléaire sont sans commune mesure avec les conséquences d'autres catastrophes. Le nucléaire est IRRÉVERSIBLE ! Qu'on se le dise et qu'on le rappelle aux nucléocrates et aux adeptes d'une sortie du nucléaire en « douceur » jusqu'à l'épuisement des gisements d'uranium.

Malgré la morbidité de cette filière, l'Ukraine a mis en route sept réacteurs depuis 1986 avec entre autres des aides financières de l'Europe.

Tchernobyl en France

En France, pays le plus nucléarisé du monde, les conséquences de l'accident de Tchernobyl ont été immédiatement dissimulées.

Plus largement le lobby nucléaire mondial a réécrit et continue de réécrire cette macabre histoire passée, présente et à venir, avec la complicité sans limite des États, relayé par des scientifiques et des associatifs qui collaborent à cette stratégie inqualifiable.

D'après eux, la sûreté nucléaire serait avant tout une question de communication...

Ils choisissent en effet chaque mot pour minimiser l'événement et faire passer la pilule. Pour rester dans le contexte psychologique, ces gens-là ont inventé le concept de « radiophobie ». La toxicité deviendrait « non dangereuse ». En effet, à les écouter, on peut se demander si le risque nucléaire n'est pas simplement qu'un risque imaginaire, et s'il ne fallait pas avant tout protéger les gens contre ce risque et donc contre eux-mêmes, à défaut de les protéger du risque réel de la radioactivité, ce qui est bien entendu impossible...

Pourtant, la France n'a pas échappé à Tchernobyl. Dans l'Est et le Sud-Est, la terre est contaminée : le Jura et les Alpes sont particulièrement touchés.

Il faut ici saluer le travail de la CRIIRAD (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité) qui a mené un travail remarquable en effectuant des analyses de sol aboutissant à la publication de *l'Atlas des contaminations radioactives en Europe et en France*. Dans cet ouvrage, les preuves du mensonge sont clairement établies. Par ailleurs, la CRIIRAD soutient l'association des malades de la thyroïde (2000 adhérents et déjà 320 plaintes déposées pour empoisonnement) qui regroupe les gens résidant en France et atteint d'un cancer de la thyroïde.

Au dire des responsables d'EDF, la probabilité d'un accident sur l'un de nos 57 réacteurs ne peut être écartée... Régulièrement nous passons à côté, comme à la centrale du Blayais inondée le 27 et 28 décembre 1999, ou encore plus récemment en janvier dernier à la centrale de Flamanville à côté de l'usine de la Hague dans le Calvados... Le scénario est habituel : des défaillances mécaniques qui s'enchaînent, suivies de défaillances humaines car le stress des opérateurs qui « contrôlent » la centrale monte... Et ouais !

Par ailleurs, le nucléaire n'est pas une technologie fiable. En effet, les deux réacteurs de Civaux mis en route en 1997 n'ont rien produit en 1997, 1998 et 1999 et quasiment rien en 2000. Quant aux deux réacteurs de Chooz mis en route en 1996 et 1997, ils produisent en pointillés un tiers de leur puissance...

Face à un accident majeur la préoccupation de l'État reste la gestion des turbulences sociales car à la différence de l'Ukraine, en France le « risque social » est plus important...

Société nucléaire Société policière

Ce vieux slogan n'a hélas pas vieilli. Le 18 juin 2001, le professeur Youri Bandajevsky a été condamné en Belarus (ex-Biélorussie) à huit ans de prison avec confiscation de ses biens et interdiction, durant cinq ans qui suivront sa libération, de toute responsabilité tant professionnelle que politique. Cette condamnation fait suite à la publication de ses travaux médicaux sur les horribles conséquences de Tchernobyl dans l'ex-Biélorussie (située au nord de l'Ukraine), pays le plus contaminé. Il a mis en évidence le martyr des populations, et plus particulièrement celui des enfants...

Le professeur Bandajevsky est adopté par Amnesty International en tant que prisonnier de conscience emprisonné pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression...

On le voit, le lobby nucléaire ne recule devant rien pour museler les opposants.

La nécessité d'une société policière s'impose donc aux États comme les États nous ont imposé les filières nucléaires militaires et civiles. Pour justifier l'arme suprême capable de détruire des centaines de fois la planète, il fallait « civiliser » l'atome en promettant une énergie quasi gratuite et illimitée. Nous savons qu'il n'en est rien car le nucléaire n'a pas fini de coûter très cher. De plus, nous pouvons affirmer qu'en cas d'accident les risques de basculer dans le totalitarisme sont énormes. Il n'y aura pas de meilleur gestionnaire des « turbulences sociales » que l'armée et la police. Face aux risques sanitaires, écologiques, politiques qu'elles impliquent, les filières nucléaires civiles et militaires doivent être âprement combattues. La mise en place d'une internationale antinucléaire s'impose.

Les anarchistes n'ont d'autre alternative que de s'y impliquer

Nous ne le dirons jamais assez : société nucléaire = société policière, énergie nucléaire = énergie totalitaire.

Rackham le Noir

Bibliographie

— Bella et Roger Belbeoch, *Sortir du nucléaire ; c'est possible avant la catastrophe*, l'Esprit frappeur éditeur.

— Perline, *Tout nucléaire, une exception française*, l'Esprit frappeur éditeur.

Tout récemment parus :

— Roger Belbeoch, *Tchernoblues*, l'Esprit frappeur éditeur.

— CRIIRAD et André Paris, *Contamination radioactive, atlas France-Europe*, éditions Yves Michel.

Et une adresse :

l'Association française des malades de la thyroïde : 05 63 27 50 80.



Le surréalisme et les arts sauvages (2)

Suite du texte paru dans le n° 1277 du 18 au 24 avril 2002



Si, avec ses concepteurs, on pouvait regretter, dans « Le surréalisme et les arts sauvages », l'absence d'illustrations, nous n'aurons pas par la suite à déplorer la même carence. En octobre 1992, Vincent Bounoure publiait *Vision d'Océanie*, prolongeant ainsi l'exposition du musée Dapper, tenue du 21 octobre 1992 au 15 mars 1993, par un commentaire de haute qualité et, surtout, par la présentation d'une riche iconographie.

L'approche est ici plus concertée que les séries d'études qui composaient l'ouvrage précédent. Vincent Bounoure aborde systématiquement un ensemble d'expressions plastiques qui, par nature, offrent une généreuse diversité. Un choix d'images important, un texte dense et précis permettent à l'amateur averti de conjuguer ses connaissances, de les mêler pour les enrichir de l'apport du spécialiste ; quant au curieux attentif et à l'étudiant, ils ne peuvent qu'y trouver les trésors nécessaires à l'approfondissement de leur approche.

Les arts océaniques sont abordés selon leurs localisations géographiques. Comme dans « Le surréalisme et les arts sauvages », la réflexion et l'échappée poétique jouent avec l'érudition et la sensibilité. Titre par trop modeste, *Vision d'Océanie* se présente comme une perception pour le moins aiguë d'un monde.

Vincent Bounoure, qui avait atteint une renommée certaine dans le domaine des arts primitifs, en tant que spécialiste des arts océaniques, n'en était pas moins un fin connaisseur des productions des autres continents. À la fin des années 60, les éditions Rencontre, de Lausanne, proposaient une his-

toire générale de la peinture. Cette série offrait des ouvrages englobant toutes les écoles, tous les styles, tous les genres et évolutions et se faufilant ainsi jusqu'en différents domaines non européens. Il fut demandé à Vincent Bounoure de traiter

de la peinture américaine, étant sous-entendu qu'il s'agissait de celle de ses premiers habitants. Les civilisations premières des Amériques offrent en effet cette particularité de porter la couleur sur tous les supports possibles : la peau humaine – qui ne connaît les « peintures de guerre » des tribus des plaines ? – et animale, de bison ou d'antilope, relate ainsi les événements vécus par une communauté. Le bois sculpté lui aussi est peint : ce sont les sculptures totémiques de la Colombie britannique ou les poupées kachinas des Hopis, des Zunis et des Pueblos. De même que la pierre dans d'autres cultures.

La Peinture américaine de Vincent Bounoure nous conduit dans les trois parties du continent. Ce texte précède d'ailleurs un très intéressant recueil de témoignages et de citations d'auteurs de différentes époques et offre une vue d'ensemble pertinente dans sa concision, complété ensuite par un calendrier qui s'ouvre sur des cartes et un dictionnaire. Ce livre avec ses illustrations présente la meilleure approche possible pour aborder les arts sauvages américains.

Mais Bounoure ne fut pas le seul surréaliste à se pencher sur le sujet américain, il faut compter également Benjamin Péret qui vécut plusieurs années en Amérique du Sud, et notamment au Brésil, d'où il fut expulsé en 1931 pour ses activités révolutionnaires. En 1936, il participe à la Révolution espagnole au côté de Durruti. Possédant bien la langue espagnole tout autant que la brésilienne, admirateur des civilisations précolombiennes, il s'attaqua à la traduction du « Livre de Chilam Balam de Chumayel ». Ce manus-

crit en gryphes mayas, livre sacré écrit avant la venue des Espagnols, annonçait plusieurs années auparavant l'arrivée des conquérants et l'avènement d'une nouvelle religion. Vite déçus par le christianisme, les érudits mayas, craignant avec juste raison pour leur patrimoine culturel, transcrivirent les éléments ésotériques de leur religion en figures hiéroglyphiques. On doit donc à Péret la connaissance de cette part importante de la culture maya, de même qu'il s'est efforcé de rassembler en un ensemble l'*Anthologie des mythes, légendes et contes populaires d'Amérique*.

Dans la préface de ce recueil, il nous rappelle que « sans se perdre dans des hypothèses hasardeuses, il est néanmoins permis de supposer que l'homme, libéré des présentes contraintes matérielles et morales, connaîtra une ère de liberté – je parle non seulement d'une liberté matérielle mais aussi d'une liberté d'esprit telle que nous pouvons difficilement l'imaginer ». Il est évident que le choix de cet ensemble, tout éclectique qu'il soit, porte la marque tant du poète que du révolutionnaire.

Par ailleurs, on doit à Jean-Louis Bédoin le commentaire de *L'Invention du monde*, film de Michel Zimbacca malheureuse-

ment peu connu, qui, toujours dans l'univers de ces arts dits sauvages, transporte le spectateur des cavernes préhistoriques aux bronzes du Tibet en parcourant le Premier Monde dans ses sites les plus variés.

Un beau film intimiste.

Si avec le cinéma on semble s'écarter des arts sauvages, il ne faut pas oublier que ce médium est aujourd'hui maîtrisé par des artistes autochtones des pays conquis par les Européens au cours de l'histoire. C'est ainsi que des Boshimans d'Australie ou des Amérindiens, du Nord notamment, produisent des films d'où l'aspect pittoresque ou bien la caricature, souvent inspirés par le regard méprisant de l'homme blanc, sont exclus.

Georges-Henri Morin s'est intéressé, lui, à cet art autochtone où un moyen d'expression contemporain est utilisé par les « premiers habitants » qui, d'autre part, donnent aujourd'hui de grands écrivains. Dans *Le Cercle brisé*, il s'est penché sur l'image de l'Indien dans

le western : il y étudie la production cinématographique d'une bonne douzaine de réalisateurs amérindiens dont un des plus remarquables reste Sherman

Alexie, auteur de

plusieurs romans dont quatre à ce jour ont été traduits en français.

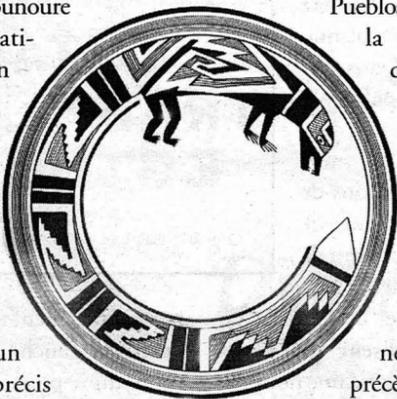
Élève de l'ethnologue Robert Jaulin, Roger Renaud, quant à lui, fut un de ces jeunes surréalistes par qui l'écho des luttes indiennes parvint jusqu'à nous.

L'intérêt des surréalistes pour les arts sauvages s'ouvre sur un horizon plus exigeant encore, sur des combats émancipateurs et des projets de société que peut nous offrir l'histoire de peuples par ailleurs méprisés, exploités et combattus parfois jusqu'à l'élimination.

Aurélien Dauguet

Vincent Bounoure, *Vision d'Océanie*, Musée Dapper, 1992.

Vincent Bounoure, *La Peinture américaine*, éditions Rencontre, Lausanne, 1967.



L'Invention du monde

Portugal

La révolution des Œillets (1974-75):



Suite du texte paru dans le n° 1277 du 18 au 24 avril 2002

La réforme agraire contre les collectivisations

Jusqu'au début de 1975, le prolétariat agricole des latifundia de l'Alentejo – dans la moitié sud du pays – était resté dans l'attente, tout en manifestant son soutien politique au Parti communiste¹. Le premier gouvernement provisoire s'était d'ailleurs empressé de légaliser les premiers syndicats d'ouvriers agricoles.

Pendant des siècles, ces ouvriers avaient survécu par un système de travail saisonnier, qui symbolisait pour eux l'exploitation et la misère capitaliste. Malgré les intentions affichées par les nouveaux dirigeants sur la nécessité d'une réforme agraire, les grands propriétaires ne montrent aucun changement d'attitude. Comme d'habitude, dans l'hiver de 74-75, les ouvriers agricoles se trouvent privés de travail. Dans un premier temps, le mécontentement s'exprime par des actions directes : incendies de récoltes et de biens appartenant aux latifundistes, des grands propriétaires sont la cible d'attentats. Début de 1975, les premières occupations de propriétés se font spontanément, en dehors de toute initiative du Parti communiste et de ses cadres syndicaux. Mais les ouvriers agricoles ne manquent pas de faire appel à l'armée pour cautionner leurs actions.

Deux événements politiques – traduisant un changement dans les



rapports de force sociaux – vont accélérer le mouvement d'occupation des propriétés. Le succès, en février 1975, de la manifestation d'extrême gauche ouvrière à Lisbonne et, le mois suivant, l'échec du putsch conservateur. Pendant les premiers six mois de 1975, le mouvement d'occupations s'étend à toute la moitié sud du pays, à l'exception de l'Algarve, région de petite propriété. Si la lutte du prolétariat rural ne prenait pas une forme explicitement politique, de contestation anticapitaliste, son but était clairement de renverser les conditions de propriété existantes. Pour se donner les moyens de vivre, ils exproprient les latifundia. Les occupants ne partagent pas les terres en lopins privés, ils organisent collectivement le travail et la production. Ici et là, des coopératives se créent mais, en général la nouvelle forme de propriété qui se met en place reste floue.

Ce n'est qu'au cours de l'été de 1975, que les syndicats agricoles et le Parti communiste vont réellement reprendre le contrôle du mouvement. En juillet, le pouvoir politique intervient pour lui donner un cadre légal. La « loi d'expropriation des terres » transforme le mouvement d'occupation et de gestion collective des terres en réforme agraire. L'esprit collectiviste des ouvriers agricoles, lesquels n'avaient pas partagé les latifundia, facilite la tâche de l'État. Mais, à partir de ce moment, le Parti communiste et les militaires répriment les « occupations sauvages, opportunistes et même anti-révolutionnaires ». Car, sur l'ensemble des propriétés déjà occupées, un bon quart se trouve en dehors du champ de d'application de la nouvelle loi... Pour le Parti communiste la réforme agraire avait toujours été conçue comme une action de l'État. Dans ce cas, la nationalisa-

tion des latifundia est la réponse de l'État à la collectivisation spontanée de la propriété privée par les ouvriers agricoles. Qui plus est, pour le Parti, la réforme agraire est un point essentiel du projet de socialisme d'État, dont le but était la réorganisation de la production agricole et l'augmentation de la productivité. Les propriétés occupées, coopératives ou collectifs de production, deviennent des unités collectives de production (UCP), gérées par des cadres communistes selon des critères de rentabilité économique, liées financièrement à l'État.

Le Parti communiste prend ainsi le contrôle économique et politique de cette région, correspondant à la moitié sud du pays. Mais, du fait même que le prolétariat agricole continue à voir la réforme agraire comme une réappropriation des moyens de vie, l'augmentation de la productivité et des rendements agricoles programmés par les communistes, rencontrent une forte résistance. Les ouvriers agricoles avaient accepté sans heurts la nationalisation des terres collectivisées, ils ne sont pas pour autant décidés à se soumettre à des critères de rentabilité capitalistes, à se plier à l'augmentation de la productivité du travail par la réduction de la force de travail².

L'État contre le « pouvoir populaire »

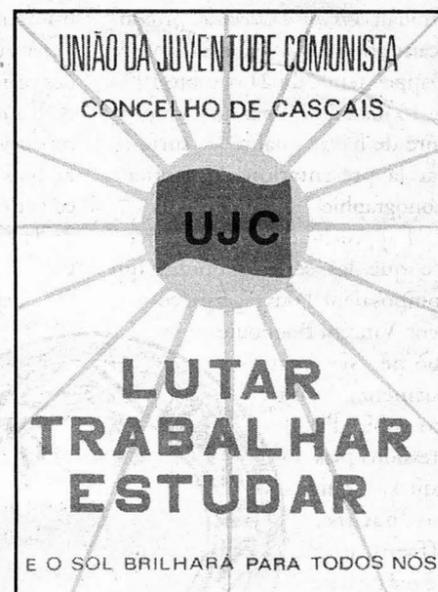
L'institutionnalisation de la réforme agraire ne fut pas un cas isolé. De mars à août 1975, le gouvernement Gonçalves – qui menait une politique dirigiste d'intervention dans l'économie conforme à son orientation communiste – tente de normaliser la situation sociale. Pour répondre aux inquiétudes populaires face au chômage, et sous la pression du Parti communiste qui trouve là un moyen de renforcer son implantation dans l'État, le gouvernement accélère le processus de nationalisation des entreprises. Il régleme à tout va, réprime mouvements, actions ou initiatives indépendantes, tout en cherchant

un accord avec les forces politiques de la droite, l'Église catholique en particulier. Par le biais des financements, et comme il l'avait fait avec la réforme agraire, l'État étouffe les expériences d'« autogestion » dans l'industrie. En effet, depuis l'été 1974, et suite à l'occupation de nombreuses usines abandonnées par les patrons, un réseau d'entreprises en « autogestion » s'était mis sur pied, surtout dans le textile. Ces entreprises continuèrent à fonctionner selon les lois du marché, même s'il y eut des tentatives pour instaurer une plus grande égalité de salaires et la rotation des tâches, mettre en question la hiérarchie. Finalement, les travailleuses et travailleurs se limitaient à vendre directement au public les marchandises produites et ne trouvaient leur salut que grâce au surtravail et à l'endettement auprès de l'État. Au-delà d'une expérience limitée d'autogouvernement d'entreprise, et en absence d'une rupture avec la logique capitaliste, l'« autogestion » s'était transformée en auto-exploitation.

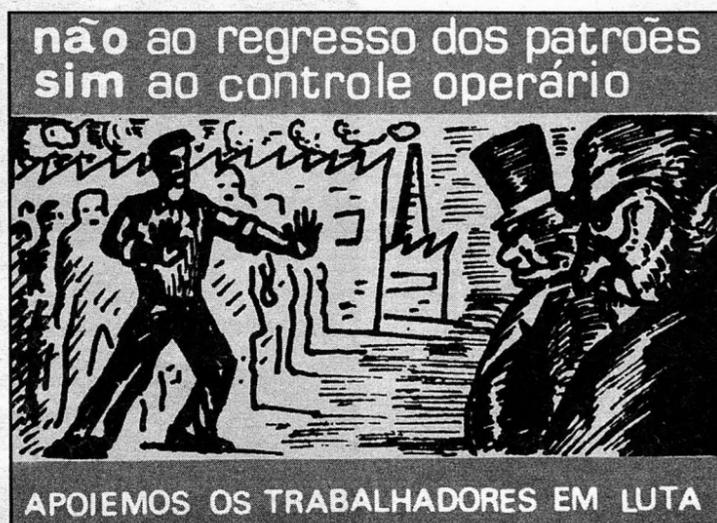
En un an, le Parti communiste est passé du stade d'un groupe clandestin à celui d'une force politique dominante dans l'État, force sans commune mesure avec son implantation sociale. Dans les administrations publiques et grandes entreprises, dans les ministères, ses militants, ou compagnons de route sont aux postes de responsabilité. Ils ont le contrôle des médias. Cette ascension rapide, cet appétit de pouvoir, cristallisent des peurs anciennes, font naître une nouvelle hostilité. Naturellement, le Parti est rejeté par les secteurs conservateurs de la population, soumis à l'emprise des notables, caciques locaux et l'Église qui conspirent ouvertement. Mais son attitude arrogante dans l'appareil d'État et dans les syndicats; ses campagnes productivistes de pur style stalinien³ et son opposition aux mouvements de

grève, braquent contre lui les travailleurs les plus combattifs. Un nouveau courant s'organise, dit de « pouvoir populaire ». Revendiquant une alternative au pouvoir grandissant du Parti communiste, il est implanté dans les zones urbaines de Lisbonne, Sétubal et Porto, autour de quelques commissions de travailleurs, des commissions d'habitants des quartiers pauvres et des comités de soldats, apparus en l'été de 1975. Si les conceptions avant-gardistes du maoïsme dominant, les idées d'un socialisme non autoritaire, commencent également à s'exprimer. En avril 1975, a lieu à Lisbonne le Congrès des conseils révolutionnaires, à l'initiative d'un petit parti qui prône le renforcement des liens horizontaux entre les organisations unitaires de base.

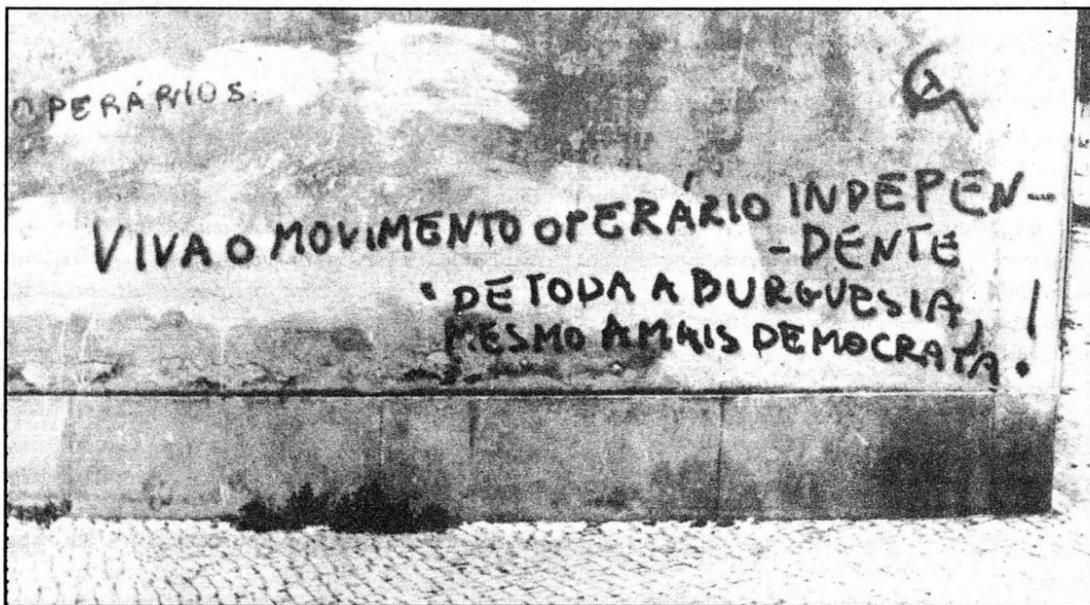
Cible des forces réactionnaires qui l'attaquent, le Parti cherche



momentanément une alliance avec l'extrême gauche et les organisations du « pouvoir populaire ». Pour se raviser ensuite et se ranger du côté des militaires conservateurs qui préparaient le putsch du 25 novembre 1975⁴. La position de la direction du Parti se veut responsable. En réalité, l'écrasement des courants gauchistes par l'armée ne peut que combler les desseins tactiques des communistes. « L'attitude ferme du Parti vis-à-vis d'une solution politique et contre des actions aventurières a beaucoup contribué à ce que le soulèvement militaire du 25 novembre 1975 n'ait pas débouché sur les soulèvements de masse que quelques aventuriers pseudo-révolutionnaires voulaient provoquer et qui auraient eu de tragiques conséquences pour le mouvement ouvrier et populaire. »⁵ Avec ce recentrage de dernière minute, le Parti négocie sa survie politique dans la nouvelle situation. Dans la langue de bois marxiste-léniniste, « sauver le mouvement ouvrier et populaire », signifie sauver le Parti.



une expérience oubliée (2^e partie)



L'absence de « double pouvoir »

Les limites de l'expérience portugaise étaient surtout données par l'isolement de cette agitation sociale et politique dans une Europe capitaliste qui suivait avec appréhension les événements, craignant une possible contagion à l'Espagne voisine. Or la transition du régime franquiste vers une démocratie parlementaire se poursuit sans danger pour les forces du capitalisme privé. Et le projet d'un socialisme d'État « lusitanien » ne pouvait trouver le moindre appui dans un bloc soviétique, à l'époque déjà bien enfoncé dans sa crise mortelle.

Lorsqu'une agitation sociale généralisée s'accompagne de la naissance d'organisations indépendantes, le tout dans un cadre d'affaiblissement du pouvoir d'État, la question du double pouvoir peut se poser. Au Portugal, après la chute de l'ancien régime, quelques corps de l'État, les administrations locales, les organes répressifs, semblent frappés de paralysie. Mais ces institutions ne furent pas démantelées, à l'exception de quelques services trop connotés avec l'ancien régime et finalement superflus à la démocratie parlementaire. Le pouvoir politique était éclaté, fractionné en plusieurs centres parfois en conflit les uns avec les autres. Mais, jamais, le pouvoir ne fut vacant⁶. Et jamais il n'y eut de double pouvoir. La structure putschiste de l'armée – le Mouvement des forces armées – a, tout au long de cette période confuse, assuré la continuité de l'État. Le Parti communiste et le Parti socialiste, furent cooptés ans l'appareil d'État afin de mieux faire appliquer la loi et l'ordre. Pour bien assumer ce rôle, la gauche a sans cesse joué avec la peur, invoquant les dangers d'« extrémisme », d'« aventurisme », enfin, la menace d'un retour du fascisme.

De leur côté, les travailleurs qui avaient découvert leur force collec-

tive, ne voyaient pas moins dans l'armée et dans la gauche, les garants de leurs intérêts. Et les organisations du « pouvoir populaire », lorsqu'elles se sont affrontées au Parti communiste et à l'État, ont toujours cherché un soutien dans une des fractions de l'armée. Comme si chacun attendait des luttes à l'intérieur de l'armée l'issue du combat décisif. Soit on respectait les institutions légitimées par les partis de gauche, soit on respectait la fraction de gauche de l'armée⁷.

Les derniers feux de l'agitation sociale

Le 25 novembre 1975, un deuxième coup d'État militaire, restaure l'autorité centrale de l'État, neutralise les centres du pouvoir de la gauche militaire. La facilité de l'opération prouve que ces forces militaires qu'on disait aux mains de comités de soldats ainsi que des groupes d'extrême gauche formés à l'activisme, et possédant des armes, n'étaient que bluff. Les organisations du « pouvoir populaire » se révèlent impuissantes. Les luttes politiques incessantes, les divisions, avaient fini par user les militants, vidant ces organisations de toute initiative et imagination. Dans un mouvement social essoufflé, les auto-proclamées structures de pouvoir militaire révolutionnaire n'étaient plus que des coquilles vides.

Il importe de démêler, ce qui, au cours de ces deux années, fut le produit des pratiques rigides d'avant-gardisme de ce qui fut le fruit de l'action autonome des luttes, les expériences d'auto-gouvernement. Les actions directes, les occupations d'usines, la coordination des organisations autonomes, les expropriations de terres et de logements, les tentatives de gestion collective de la production et d'échange de biens, la libération de la parole et de la pensée critique, tout cela rattache la révolution des

œillet aux courants modernes de l'émancipation sociale. Cherchant des réponses aux problèmes du moment, les travailleurs les plus combattifs se sont affrontés au Parti communiste et ont compris la nécessité de construire un contenu nouveau à l'idée de socialisme. Le concept nouveau né au cours de ce mouvement « apartidaire » symbolise bien cette démarche subversive.

L'échec de la révolution des œillets signifie la victoire de la « transition démocratique ». La classe dirigeante portugaise va pouvoir liquider les archaïsmes du salazarisme et jeter les bases d'un nou-

veau cycle d'exploitation du travail. Le Portugal est mûr pour apporter sa pierre à l'édifice européen. Finis sont les jours où « la poésie est dans la rue » pour reprendre l'expression du peintre Vieira da Silva. Désormais ce sera le quotidien de la grisaille et de la nausée d'une politique insignifiante, avec son cortège de médiocrités, de corruptions, de lâchetés, d'opportunismes et de la violence ordinaire des conditions de vie, de travail et de non-travail.

Charles Reeve



1. Dans cette région, où les grands propriétaires sont en majorité absentéistes, plus de 1 000 latifundia possédaient plus de 500 hectares, correspondant à un tiers de toute la terre cultivée dans le pays.

2. Les UCP emploient pratiquement tout le prolétariat rural du sud. Les propriétés qui employaient, avant l'occupation, 20 000 ouvriers, en ont 70 000 en 1976, et la production par travailleur chute de moitié entre ces deux périodes.

3. À l'initiative du Parti communiste, le gouvernement a organisé plusieurs « campagnes patriotiques », qui furent, bien entendu, des échecs : « Effort national pour sauver l'économie », « Travaillons plus et mieux », « Plus de travail, c'est plus de richesse à distribuer avec justice », ou encore « La bataille de la production ».

4. On sait aujourd'hui que la direction du Parti communiste a été informée par les militaires de la préparation du putsch de novembre 1975.

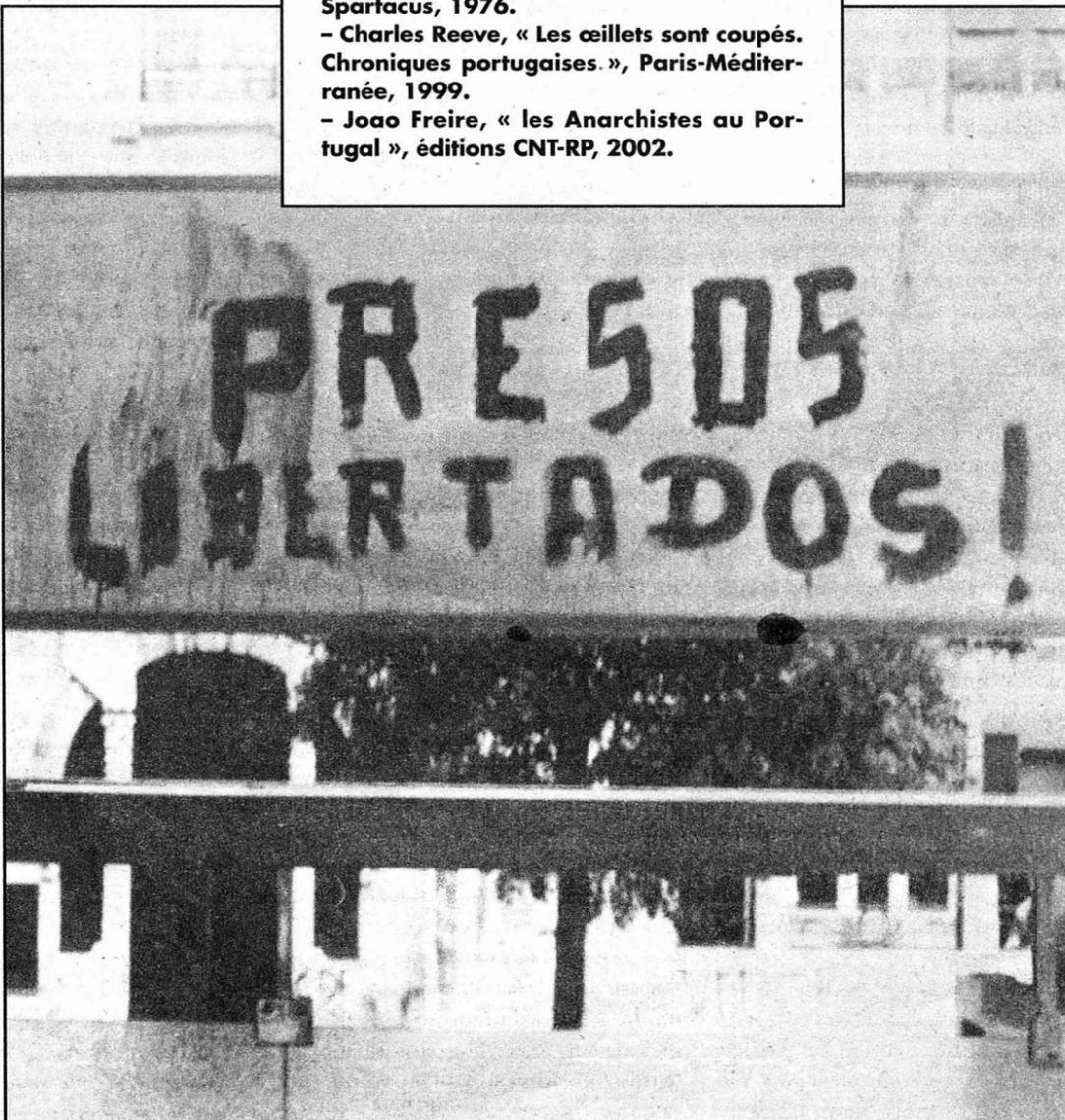
5. Alvaro Cunhal, interview, *O Jornal*, Lisbonne, 5 décembre 1975.

6. Le 25 avril 1974, lors de sa reddition aux militaires putschistes, le Premier ministre Caetano avait souhaité que le pouvoir ne tombe pas « dans la rue ».

7. Le COPCON, organisme militaire de police intérieure, créé en juillet 1974 pendant la vague de grèves et dans le but de « maintenir et rétablir l'ordre public », est devenu – après la tentative du coup d'État de droite de mars 1975, et sous le commandement de Otelo de Carvalho – proche des thèses d'extrême gauche et du « pouvoir populaire ».

Bibliographie

- Collectif, « Portugal l'autre combat. Classes et conflits dans la société », *Spartacus*, 1975.
- Jaime Semprun, « la Guerre sociale au Portugal », *Champ Libre*, 1975.
- Charles Reeve, « la Conception putschiste de la révolution sociale. Le cas portugais », *Spartacus*, 1976.
- Charles Reeve, « Les œillets sont coupés. Chroniques portugaises. », *Paris-Méditerranée*, 1999.
- Joao Freire, « les Anarchistes au Portugal », éditions CNT-RP, 2002.



Toulouse : mise au point du groupe Albert-Camus

DÉPUIS PLUSIEURS MOIS le groupe FA de Toulouse s'était engagé dans une dynamique unitaire sur le thème : « Agir au lieu d'élire ». C'est dans ce cadre qu'Alternative libertaire Toulouse s'était associée avec nous pour éditer un quatre pages commun qui ne laissait planer aucune ambiguïté sur le fait qu'agir au lieu d'élire était bien l'enjeu de la période actuelle. Dans le même temps, nous étions convenus d'appeler, toujours sous le même mot d'ordre, à un cortège libertaire unitaire pour la manifestation du 1^{er} mai et à un rassemblement anti-électoral le jour du 2^e tour.

Les résultats du 1^{er} tour des présidentielles au soir du 21 avril ont confirmé de façon tonitruante la justesse de ce positionnement sans

équivoque : la construction d'autres futurs se fera dans les luttes sociales et dans la rue, bien loin des urnes électorales qui ont fini par mener à l'impasse minable que l'on sait.

Quelques heures avant de participer à la manifestation du 25 avril pour laquelle nous avons rédigé en commun un appel complémentaire le 23 avril, Alternative libertaire nous a fait savoir qu'il n'était plus question pour elle d'assumer le slogan « Agir au lieu d'élire ».

Nous regrettons profondément cette reculade de dernière minute qui consiste à refuser de prendre clairement position contre le faux choix Le Pen ou Chirac.

La Fédération anarchiste, à Toulouse comme ailleurs, assume clairement ses positions anti-

électorales de toujours. Le groupe Albert-Camus continuera à diffuser l'appel du 23 avril pour une apparition unitaire des libertaires au défilé du 1^{er} mai : nous appelons tous ceux et celles qui ne souhaitent pas ranger leurs consciences au fond des isolements à occuper la statue de la place Jeanne-d'Arc et à décider ensemble des suites à donner à toutes les manifestations où nous nous sommes retrouvés ces derniers jours.

Nous maintenons également l'appel à un rassemblement anti-électoral le 5 mai à 10 heures Place du Capitole.

Loin des urnes, pour la révolution sociale : agir au lieu d'élire !

Groupe Albert-Camus

Fédération anarchiste Toulouse

Plus que jamais : Agir au lieu d'élire !

TOTALEMENT ENGAGÉE dans la campagne anti-électorale initiée par la Fédération anarchiste, l'Union régionale Sud-Ouest de la FA ne s'étonne pas outre mesure des résultats du premier tour de la présidentielle.

La montée des scores lepénistes pouvait paraître inéluctable puisqu'elle vient couronner les années de gestion social-démocrate du capital, les renoncements en tous genres des divers gouvernements de droite et de gauche face à l'arrogance patronale et, pour finir, la participation complice de la « gauche plurielle » au

débat sur l'insécurité, débat diligenté par Chirac et sa clique et relayé par toutes les officines politiciennes.

Trop c'est trop !

À vouloir faire du Le Pen il ne faut pas s'étonner de le voir rappliquer.

Dans le paysage politique, les 20 % de l'extrême droite représentent, nous en sommes conscients, un véritable coup de semonce.

Pour autant, un tel score ne paraît pas effrayant à celles et ceux qui, définitivement opposés à toutes les illusions électorales, pensent qu'aujourd'hui le combat contre Le Pen et contre tous les fascismes se mènera dans la rue, dans les entreprises, les quartiers, les associations et que c'est là, et là seulement qu'il se gagnera !

Nous invitons toutes celles et tous ceux qui refusent le Front national comme un fait inéluctable – jeunes, travailleurs, chômeurs, exclus, militants antifascistes, étudiants etc. – à nous rejoindre dans l'action.

En vrac

ÀCELLES ET CEUX qui ont une fenêtre sur la toile, je conseille la petite feuille d'infos et d'opinions Urban-Sprawl, rédigée par l'ami Laurent, et envoyée régulièrement aux celles et aux ceuzes qui la demandent. On y trouve essentiellement des réactions « à chaud » à l'actualité du moment, de sévères diatribes contre les nantis aux commandes des affaires, qu'elles soient politiques ou économiques. Quelques états d'âme aussi, face aux diverses manifestations de l'injustice auxquelles notre rédacteur a pu être confronté. Fort, parfois même gueularde (dans le ton), Urban-Sprawl figure parmi les lectures électroniques qui me décrassent les neurones, même si je ne suis pas d'accord avec tout. Un tour sur le <http://move.to/urban.blight>, suivre ensuite la direction Urban-Sprawl, et vous serez fixé(e)s.

C'EST D'ACTUALITÉ, le numéro 9 de Franc-Tireur (le bulletin d'information du comité de soutien aux FTP marseillais) est sorti. Rappelons-le, les FTP (Francs-tireurs partisans) ont revendiqué une série d'attentats contre divers locaux du Front national dans le sud, de 1995 à 1998, avant de se faire arrêter en 1999 et d'écoper de 5 ans d'emprisonnement pour Yves Peirat, et 18 mois (dont 4 fermes)



pour William Ferrari, sans parler des quelques centaines de milliers de francs de dommages et intérêts qu'il leur faut payer. Au sommaire, des infos sur les FTP et principalement sur Yves (le seul qui soit encore en taule), des articles sur la répression des militants antifascistes et des autres un peu partout en Europe. Prix libre au SRA, 21^{es}, rue Voltaire, 75011 Paris. Téléphone : 01 43 48 54 95. E-mail : sra@samizdat.net

UN KIOSK s'est ouvert depuis le 9 février dernier au squat Le Clandé à Toulouse. Alors, plutôt qu'une longue palabre, je vous laisse admirer la petite affiche que les gars et les filles ont pondue pour l'occasion. On pourra même bientôt surfer sur leur site ouaibe (<http://kiosk.tsx.org>). Pourvu que ça dure !

Construisons d'autres futurs !

En particulier nous appelons à faire du 1^{er} mai une manifestation d'affirmation de notre volonté de lutter collectivement en dehors des partis politiques et de leurs manœuvres électorales.

C'est tous ensemble et loin des sirènes électorales que nous devons montrer notre détermination à ne reculer ni devant la vermine fasciste ni devant les attaques incessantes d'un capitalisme qui n'en finit pas de nous pourrir la vie.

Prenons nos affaires en mains, construisons-nous d'autres futurs !

Union régionale du Sud-Ouest de la Fédération anarchiste

Contre l'extension du centre de rétention de Coquelles

ÀCOQUELLES, à deux pas du temple de la consommation Cité-Europe (la bien nommée), l'État va ériger sur deux niveaux 3 835 mètres carrés supplémentaires de geôles pour étrangers. Ça s'appelle un centre de rétention.

Une trentaine existe déjà en France. Ils peuvent accueillir plus d'un millier de personnes étrangères (hommes, femmes, enfants), enfermées sans jugement sur simple décision du préfet. Ils y sont soumis à toutes les formes de violences (physiques et psychologiques) par la police française. Ces violences ont été dénoncées par le Comité européen pour la prévention de la torture.

La mairie de Coquelles, à la demande du préfet, a accepté de modifier le plan d'occupation des sols afin de permettre l'extension prévue par le Ministère de l'Intérieur.

À Douvres, au même moment, le gouvernement inaugure également un centre comparable. Partout en Europe la même politique s'applique. Coquelles est un lieu où s'opère le croisement des politiques sécuritaires et marchandes. Les marchandises et les voyageurs libres circulent.

La répression contre les étrangers reflète celle qui est organisée à l'encontre des travailleurs, des précaires, des chômeurs, des jeunes... Fichage, vidéo sur-

veillance, PARE, contrats locaux de sécurité, vigipirate... participent d'une politique globale de contrôle social.

Les sans-papiers sont les premières victimes de cette politique de répression et d'exploitation. Menacés d'expulsion, travailleurs sans droit, ils portent la lutte de la frange la plus précarisée des travailleurs.

La solidarité passe par l'exigence de la liberté de circulation et d'installation : s'ils sont ici c'est qu'ils y sont contraints par les guerres, les famines, les exploitations... dans leurs pays d'origine. Si la liberté de circulation et d'installation était assurée ces centres n'existeraient pas.

Exigeons la fermeture de tous les centres de rétention et la régularisation de tous les sans-papiers.

Manifestation le samedi 4 mai à 15 heures, place de Coquelles

Prévoir de quoi faire du bruit. Débat au local d'AC ! à l'issue de la manifestation

Confédération Nationale du Travail Boulogne – Calais – Lille – Béthune, c/o AC ! Cote d'Opale, 295, rue Marinot, 62100 Calais – La Mouette Enragée, BP 403, 62206 Boulogne-sur-Mer CEDEX – Comité des sans papiers 59 – Comité de soutien aux sans papiers de Lille – Alliance Rouge et Noire – Individuels

Texte ouvert aux signatures.

À la petite semaine

Provocation

C'EST LA FAUTE aux abstentionnistes. C'est la faute aux trotskistes, la faute aux communistes. C'est la faute aux petits candidats, la faute à Taubira. C'est la faute aux médias. C'est la faute au beau temps, la faute à Chevènement. C'est la faute aux sondages. C'est la faute à ma sœur (elle a voté Mamère). Le triomphe de l'abstention, c'est la faute aux goujons. Si Jospin est à terre, c'est la faute des Verts, la gauche dans le ruisseau, la faute à Besancenot.

Au terme d'un festival de repentances et d'accusations où le ridicule l'aura sans cesse disputé à l'odieux, tout ce beau monde se prépare, dans un élan sublime, à « faire le jeu de la droite », qui a « entendu le message » des Français et com-

blera d'emblée les désirs de Le Pen en créant un nouveau ministère de la Sécurité.

Trois jours après le « séisme », à Lyon, la Justice a prononcé l'acquittement d'un homme condamné par deux fois, précédemment, à la réclusion à perpétuité.

Bon, d'accord, à l'époque des faits, la police l'avait un peu aidé à passer des aveux complets. Certes, bien qu'aujourd'hui innocenté, il aura vécu quinze petites années de détention. Mais, franchement, désavouer ainsi le comportement policier et vider les prisons, en ce moment, n'est-ce pas faire le jeu de l'insécurité au beau milieu de cette délicate élection ? Ça ne pouvait pas attendre deux semaines ?

Floréal